COLLECTION
DÉBATS ET DOCUMENTS
MARS 2024

34

VLADIMIR POUTINE OU LA FALSIFICATION DE L'HISTOIRE COMME ARME DE GUERRE

ROBERT BELOT

FONDATION
JEAN MONNET
POUR L'EUROPE

VLADIMIR POUTINE OU LA FALSIFICATION DE L'HISTOIRE COMME ARME DE GUERRE

ROBERT BELOT

Robert Belot est professeur d'histoire contemporaine à l'Université Jean Monnet (Saint-Étienne), docteur de l'École des hautes études en sciences sociales de Paris et habilité à diriger des recherches à Sciences Po Paris. Spécialiste de l'histoire européenne, des mouvements fédéralistes et de l'héritage culturel européen, il est l'auteur de la première biographie d'Henri Frenay, héros de la Résistance et héraut de l'Europe unie, ministre du général de Gaulle à la Libération et cofondateur de l'Union européenne.

Prof. Belot a été titulaire de la Chaire européenne Jean Monnet « EUROPA » et est actuellement responsable du module Jean Monnet « HistEuropa » qui vise à développer une histoire européenne de l'Europe dans l'enseignement supérieur.

Il est l'auteur du Cahier Rouge *The Rebirth of Europe after the War: Hopes, divisions and failure among the French Resistance,* publié par la Fondation en octobre 2022.

Référence bibliographique

Belot, Robert. *Vladimir Poutine ou la falsification de l'Histoire comme arme de guerre.* Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Collection débats et documents, numéro 34, mars 2024.

Les points de vue et opinions exprimés dans le présent texte sont ceux de l'auteur et n'engagent pas la Fondation en tant qu'institution.

© 2024 – Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne

Tous droits réservés pour tous pays

HISTEUROPA The support of the European Commission for the production of this publication does not constitute an endorsement of its contents, which reflects only the views of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use that may be made of the information contained therein.

Table des matières

Présentation : un cas de « gaslighting » historique 7

1. Mémoire dominante et mémoire « confisquée » 12

2. Le mythe fondateurdu récit russe : « le peuple trinitaire » 16

3. L'Ukraine a été plus longtemps liée à la Pologne qu'à la Russie 20

4. La politique de colonisation russe à l'égard de l'Ukraine 24

5. L'oblitération de la tradition culturicide de la Russie à l'égard de l'Ukraine 28

6. La part autrichienne de l'histoire de l'Ukraine est-elle une « invention » ? 32

7. L'oubli de la Galicie comme laboratoire de l'identité ukrainienne 36

8. « La victoire de l'Autriche-Hongrie sera notre propre victoire » 41

9. De 1917 à 1920, les Ukrainiens ont-ils sacrifié l'Ukraine aux plus offrants ? 45

10. Haro sur un héros de l'indépendance : Symon Petlioura 52

11. Poutine « dénazificateur » de la mémoire ukrainienne 59

12. Les élites ukrainiennes seraient-elles coupables de « dénialisme » historique et moral ? 68

13. La Russie, garante de la « souveraineté » de l'Ukraine ? 74

Présentation : un cas de « gaslighting » historique

« La première victime d'une guerre, c'est toujours la vérité » : on connaît cette célèbre sentence de Rudyard Kipling. Cette formule ne concerne pas seulement ce qu'on dit et ce qu'on ne dit pas sur le déroulement de la guerre. Il s'agit aussi de la manière dont on justifie la décision de s'engager dans la guerre par l'invocation des raisons que l'on présente comme « historiques » afin de les rendre inévitables et indiscutables. Vladimir Poutine est passé maître dans l'art de réécrire l'histoire pour justifier sa politique extérieure. Il s'inscrit dans une longue tradition de chefs d'État bellicistes atteints de *paramnésie*.[1] Poutine a livré sa vision de l'histoire quelques mois avant l'invasion, à l'été 2021.[2] Comme si l'histoire était l'*ultima ratio*. Il a annoncé la couleur, pour qui l'a lu. Mais qui l'a lu et pris au sérieux ? Il a publié un article qui exprime clairement cette vision et qui annonce le coup de force : « Nous ne l'accepterons jamais ».

Cet article est une très bonne illustration de ce qu'on appelle aujourd'hui le « gaslighting » (mot de l'année 2022 selon dictionnaire *Merriam-Webster).* L'origine provient du film *Gaslight,* que John Cukor a réalisé en 1944 : un homme (Charles Boyer) manipule sa femme (Ingrid Bergman) afin de lui faire croire qu'elle perd la raison et ainsi lui voler des bijoux précieux dont elle a hérité. Par extension, on pourrait dire que c'est une forme de détournement cognitif ou de détournement historico-mémoriel qui vise à l'inversion du réel. Ici, il s'agit de faire passer l'agresseur pour l'agressé et d'accuser la victime d'être coupable d'un crime qu'elle n'a pas commis. Dans cet article, Poutine désigne l'Ukraine comme un « pays agresseur » qui aurait oublié (et trahi) ses liens historiques avec la Russie. Il accuse les autorités ukrainiennes de *dénialisme*

1 La paramnésie est un trouble de la mémoire.

2 Vladimir Poutine, « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens », 12 juillet 2021. Ce texte de 14 pages compte 7323 mots.

alors que son discours est un modèle de construction dénialiste. Il diagnostique une maladie grave dont souffrirait le régime ukrainien (le « nazisme », la faiblesse, la corruption, l'incurie, l'inexistence culturelle, etc.) au moment où sa politique reprend l'élément cardinal de la politique d'hégémonisation de l'Allemagne nazie (à savoir l'annexion de régions entières au nom des minorités allemandes et de la culture commune).

Cette forme de déviance relève clairement d'une tendance actuelle à ce que j'appellerais la « déconnaissance », ou ce que d'autres nomment la « post-vérité. Le « gaslighting », en général, est une forme de manipulation qui sert à faire douter la victime de sa mémoire, de son patrimoine, de sa perception de la réalité et de sa santé mentale. Poutine s'inscrit en fait dans une représentation collective de longue durée où l'Ukraine apparaît comme une province de la Russie où l'on parle un dialecte, indigne d'être reconnue comme État-nation procédant d'une histoire et d'une culture autochtones. Cette stratégie russe d'infériorisation et de pathologisation s'est avérée contre-productive puisque l'Ukraine s'est révélée être très différente de cette mystification dévalorisante en offrant une résistance incomparable qui a déjoué les plans du Kremlin. Les plans militaires initiaux des stratèges russes ont échoué lamentablement. Poutine a singé la force sans l'incarner et la mettre en œuvre. La force militaire comme la force de l'intelligence. Cela devrait conduire les dirigeants à une grande modestie dans leurs discours. À l'inverse, l'Ukraine a montré qu'elle existait, y compris dans la défense militaire de son territoire et de ses valeurs, et qu'elle avait une capacité de résistance et de résilience que les hiérarques russes étaient culturellement incapables d'imaginer et donc de prévoir.

L'association du gaslighting et du dénialisme est parfaitement illustrée par un épisode qui restera longtemps une perle dans les annales de l'histoire de la désinformation. Nous sommes au Kremlin. Poutine reçoit le président de la Cour constitutionnelle de Russie, Valery Zorkin, qui a une chose importante à révéler au monde. Le moment est filmé et sera disséminé sur les réseaux sociaux par le Kremlin (23 mai 2023). Cette haute personnalité des institutions russes montre une carte de l'Europe réalisée au temps de Louis XIV par des Français. « Je voudrais profiter de cette occasion pour dire que nous avons trouvé une copie d'une carte du XVII[e] siècle à la Cour constitutionnelle. Elle a été réalisée par les Français sous le règne de Louis XIV et date du milieu ou du début de la seconde moitié du XVII[e] siècle. Pourquoi l'ai-je apportée ? Monsieur le Président, il n'y a pas d'Ukraine sur cette carte… », explique Valery Zorkin. Il a l'air très satisfait de sa trouvaille et de son coup. Poutine semble également ravi. Il s'empresse alors de réciter son catéchisme anti-historique : « Le gouvernement soviétique a créé l'Ukraine soviétique. C'est bien connu de tous. Jusqu'alors, il n'y a jamais eu d'Ukraine dans l'histoire de l'humanité ».[3] Preuve serait ainsi faite que l'Ukraine n'existait pas au début du XVIII[e] siècle, alors que la Russie était déjà une puissance reconnue. Pierre le Grand n'est-il pas venu contempler le château de Versailles pour s'en inspirer ? Mais en observant attentivement la carte, on s'aperçoit que le mot « Ukraine » est bien présent, à côté de la mention : « Pays des Cosaques ». Nous sommes en présence d'un « fake » involontaire, qui, par le côté amateuriste de la manœuvre, transforme la démonstration souhaitée en opération pathétique révélant l'inculture des dirigeants russes et leur indigence éthique. La propagande est une arme de destruction massive de la vérité.

En lisant la tribune de Poutine, je me suis demandé : en quoi sa vision de l'histoire est-elle personnelle, « originale » ? Je veux dire : en quoi apporterait-il quelque chose de nouveau par rapport à ce que nous savons déjà ? S'inscrit-il dans une tradition narrative russe au long cours, incluant (ou pas) la période soviétique ? Les oublis, les mythes, les reconstructions de son discours sur l'histoire russo-ukrainienne sont-ils expressifs d'une mémoire collective durable propre aux Russes ? Peut-on aller jusqu'à affirmer que ses mensonges massifs sont à la fois une arme de guerre mais aussi un révélateur de la nature autocratique d'un régime politique

[3] https://www.bfmtv.com/international/asie/russie/poutine-suscite-les-moqueries-en-ne-voyant-pas-marque-ukraine-sur-une-carte-francaise-du-xviie-siecle_AN-202305240831.html ; voir aussi : https://cartonumerique.blogspot.com/2023/06/Poutine-exhibe-une-carte-du-17e-siecle.html

fondé sur une philosophie qui dénie toute valeur à la « vérité » ? Ce système pourrait être résumé par une formule de Peter Pomerantsev, qui a été réalisateur pour la chaîne de télévision russe TNT : « Nothing is True and Everything is Possible ».[4] Il dira dans une interview : « La vérité est devenue sans intérêt. Seul l'objectif stratégique compte ».[5]

C'est sur la base de ces questions que je tente ici une esquisse de réponse. Et ce faisant, j'ai pu mesurer une fois de plus la complexité de l'histoire européenne et le déficit d'études historiennes et de livres « sérieux » accessibles sur cette partie de l'Europe.[6] Pourtant, ces deux pays sont des pays européens qui appartiennent à l'histoire de l'Europe. Mais leur histoire en tant que « nation moderne » est récente du fait de la dislocation du monde communiste qui a engendré un *revival* nationaliste alors qu'à l'Ouest, depuis 1945, nous avons rêvé d'un monde post-national.[7] Je partirais de l'hypothèse que la difficile émergence de l'Ukraine comme État-nation tient à la complexité de son histoire, et que Poutine tire de cette complexité l'argument que l'identité ukrainienne n'existe pas hors de la Russie. Il est vrai que cette histoire est marquée par la « discontinuité ».[8] Avant 1991 et l'accès à l'indépendance, il est généralement admis que les « Ukrainiens » n'ont connu que trois moments d'existence politique et étatique : du XI^e^ au XIII^e^ siècle, avec la

4 Peter Pomerantsev, *Nothing Is True and Everything Is Possible : The Surreal Heart of the New Russia,* New York, PublicAffairs, 2014. Pomerantsev est né à Kiev. Il a depuis acquis la nationalité britannique et est devenu chercheur à l'Université Johns-Hopkins.

5 Cité par Geert Mak, *Les rêves d'un Européen au XXI^e^ siècle,* Paris, Gallimard, 2022, p. 296.

6 Aujourd'hui, les livres de circonstance abondent, mais lorsque j'ai voulu faire un cours, en 2022, sur l'histoire de l'Ukraine et de cette partie de l'Europe, j'avais très peu de références à proposer à mes étudiants et les bibliothèques universitaires de province étaient fort démunies.

7 Ce « rêve » fut d'ailleurs moins le fait des peuples que d'une certaine élite. À l'Ouest, outre la Grande-Bretagne, les forces politiques qui contestent la construction européenne sont de plus en plus populaires. Voir : Jean-Claude Barbier (dir.), *Un retour des nations en Europe ? Réflexions sur la crise politique de l'Union européenne,* Paris, La Documentation française, 2018.

8 Jean-Bernard Dupont Melnyczenko, « Naissance et affirmation de la conscience nationale ukrainienne, 1850-1920 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps,* n° 43, 1996. Nation, nationalités et nationalismes en Europe de 1850 à 1920 (II) sous la direction de René Girault, p. 36.

Rous'[9] de Kiev ; de la fin du XVI^e^ siècle à la fin du XVIII^e^ siècle, avec la République autonome des Cosaques zaporogues ; de 1917 à 1920, dans des conditions chaotiques, à la faveur de la guerre et de la révolution bolchevique.

La logique du « gaslighting » conduit l'argumentaire poutinien à une deuxième et cynique inversion basée sur un déni : c'est pour garantir sa « souveraineté » et protéger ce pays historiquement et identitairement non accompli que la Russie s'arroge le droit de l'attaquer. C'est ce mécanisme aporétique que je souhaiterais dévoiler, guidé par le présupposé que la réalité d'un fait national n'est pas seulement redevable de son objectivation étatico-politique : elle tient aussi aux représentations qu'une communauté se construit *culturellement*. La guerre russo-ukrainienne est aussi une guerre culturelle, et peut-être aussi une guerre civilisationnelle qui annonce une transmutation des valeurs.

C'est dans cette perspective qu'on peut analyser la guerre mémorielle que Vladimir Poutine a lancée. S'il n'hésite pas à présenter une narration souvent falsifiée de l'histoire de l'Ukraine (ou de sa « non-histoire » selon lui), le problème est qu'il peut s'appuyer sur les dérives ou les déviances du récit national/nationaliste que l'Ukraine cherche à mettre en place pour construire son identité mémorielle après l'indépendance. La fabrique d'un patrimoine à base de « héros »[10] se fait également au prix de falsifications, de dénégations ou d'exonérations concernant les épisodes les plus déplorables de l'histoire du mouvement nationaliste ukrainien.

9 Le terme Rous' (au temps de la Rous' kiévienne) désignait : la Rous' en tant que telle (les territoires de Kiev et de Tchernigov) ; le terme « toute la Rous' » se rapportait aux territoires qui dépendaient du pouvoir (plus ou moins réel) des princes de Kiev.

10 David R. Marples, *Heroes and Villains : Creating National History in Contemporary Ukraine.* Nouvelle édition [en ligne]. Budapest : Central European University Press, 2007 (généré le 10 décembre 2023). Disponible sur Internet : http://books.openedition.org/ceup/523. ISBN : 9786155211355.

1. Mémoire dominante et mémoire « confisquée »

Une première remarque générale s'impose : Vladimir Poutine est l'héritier d'une longue tradition de narration fautive de l'histoire des relations entre l'Ukraine et la Russie. Il n'est certainement pas « fou ». Quand les magazines ouest-européens faisaient part de leur sidération face à l'invasion russe de l'Ukraine, ils se demandaient ce qu'il y avait « dans la tête » du maître du Kremlin. L'historien répond qu'il y avait peut-être d'abord une vision de l'histoire et des clichés culturels. Quand, dans certains secteurs de l'opinion européenne, on se plaisait à expliquer que l'action de Poutine n'était qu'une réplique (somme toute « compréhensible ») aux manœuvres de l'OTAN (des Américains et de l'Union européenne), on ne voulait pas savoir que les acteurs politiques russes (et peut-être une partie importante du peuple russe) étaient portés par un imaginaire structuré par une vision de l'histoire qui nous est étrangère et que les Ukrainiens récusent. Cette manière indirecte et sournoise de disculpation de Poutine par l'anti-américanisme ignore la profondeur de champ dans laquelle s'inscrit l'action du gouvernement russe. En fait, nous sommes dans une tradition fort ancienne, qui commence peut-être avec Pierre Le Grand, survit pendant la période soviétique et renaît après l'URSS.

En fait, ce conflit est aussi un *conflit de mémoires* sous-tendu par deux lectures historiques qui s'affrontent aujourd'hui. Le projet de Poutine vise à disqualifier la manière dont l'Ukraine post-communiste tente de se réapproprier son passé en l'émancipant du récit soviétique de l'histoire. L'Ukraine est dans une démarche de « nation building » qui entend construire (ou renouer avec) une narration historique autochtone répondant d'abord à un impératif d'affirmation politique, voire ontologique. Le cas de l'Ukraine est spécifique dans la mesure où, son existence en tant qu'État souverain ayant été épisodique et limitée, ce pays, comme le dit l'historien Volodymyr Kravchenko, est « à la recherche de ‹son âge d'or› et d'un ‹passé utilisable› qui lui fournirait un capital symbolique approprié pour son processus actuel de construction de la nation et de l'État ».[11] D'autre part, il convient de prendre en compte le fait que son histoire lui a été en partie « volée » par la domination/colonisation culturelle soviético-russe. En témoignent les manuels scolaires et le déficit historiographique du côté de l'Ukraine.[12]

Il convient de reconnaître que la mémoire de l'Ukraine a été longtemps « confisquée sinon occultée » mais il faut aussi ne pas méconnaître que cette opération de réappropriation mémoriale est « imparfaite » : « Cherchant à acter une séparation définitive avec la Russie et valoriser la résistance séculaire d'une nation, l'Ukraine s'est ainsi emparée de figures et symboles forts propres à son histoire tourmentée. Si elles sont considérées comme héroïques, certaines figures n'en restent pas moins polémiques. »[13] Cette quête des origines pré-russes et la tentative pour créer une nouvelle mythologie nationale se retrouvent, par exemple, dans le geste du président ukrainien Volodymyr Zelenskyy décernant au président du Comité International Olympique Thomas Bach, le 11 septembre 2021, l'Ordre du Prince Iaroslav le Sage. Arrivé au pouvoir grâce aux Polonais, Iaroslav le Sage (1019-1054) règne au moment où l'État kiévien atteint son acmé. Son surnom est tout un programme : « Father-in-Law of Europe » ![14] En 2008, les téléspectateurs d'une émission télévisée ukrainienne populaire votent pour le consacrer « plus grand Ukrainien de tous les temps », et deux ans après, un film raconte ses exploits. Dans ce cas, il s'agit d'offrir une narration destinée à ne pas figer (comme le fait Poutine) l'histoire de l'Ukraine autour de l'année 1654 (traité de

11 Volodymyr Kravchenko, « Fighting Soviet Myths : The Ukrainian Experience », *Harvard Ukrainian Studies,* 34 (1/4), 2015, p. 447-484.

12 Georges Nivat, Vilen Horsky et Miroslav Popovitch (dir.), *Ukraine, renaissance d'un mythe national,* Actes du colloque de Poltava publiés sous la direction de, Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 2000.

13 Sur cet enjeu, un colloque remarquable s'est tenu à Poltava au printemps 1997 dont les actes ont été publiés à Genève en 2000, c'est-à-dire avant l'avènement de Poutine. C'est la première tentative académique visant à faire la lumière en toute indépendance sur l'histoire ukrainienne dans ses rapports avec la Russie. Voir aussi : Bertrand de Franqueville & Adrien Nonjon, « Mémoire et sentiment national en Ukraine », La vie des idées, 17 mai 2022 : laviedesidees.fr.

14 James S. Olson (ed.), *An ethnohistorical dictionary of the Russian and Soviet empires,* London, Greenwood Press, 1994, p. 676.

Pereïaslav) qui marque le début du processus de subordination de l'État de Kiev au pouvoir russe.[15] Mais d'autres emprunts sont plus problématiques. Certains « ré-usages » du passé provoquent des polémiques, à l'instar du cas Bandera ou du cas Petlioura sur lesquels je reviendrai. Ils alimentent le discours poutinien sur la « nazification » de l'Ukraine et sur la nécessité de « dénazifier » son histoire.

On sait que les identités nationales ne sont pas des faits de nature, mais des « constructions ».[16] Tous les nationalismes échafaudent des récits qui racontent un mythe fondateur où l'histoire se trouve bricolée et arrangée. Tous les nationalismes, d'hier et d'aujourd'hui, sacrifient à « l'idole des origines », selon la juste expression de Marc Bloch dans *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*. Pour reprendre la distinction de l'historien américain Timothy Snyder, les nationalismes « modernes » cherchent à établir *ex-post* des linéarités historico-culturelles avec les « nations proto-modernes », quitte à recourir à des mythes « métahistoriques ».[17] Ainsi, les Ukrainiens veulent apparaître comme les seuls héritiers de l'État kiévien.

Au cœur du nationalisme pan-russe, il y a le mythe ancien de la « Nation russe trinitaire » qui fut constitué par le métropolite et archevêque Théophane Prokopovitch (1681-1736), professeur à l'Académie Kiev-Mohyla. Il fut le conseiller de Pierre le Grand, qui s'était attribué le titre de « tsar de la Grande, de la Petite et de la Blanche Rous' ». C'est ce mythe historique qui aujourd'hui refait surface afin de fonder pour la Russie une sorte de « droit » multiséculaire de posséder l'Ukraine.[18] Pour comprendre les enjeux de la relation Russie/Ukraine, il faut adopter un regard sur le long terme, comme l'explique l'historien Serhii Plokhy, pour comprendre « les tentatives de la Russie de rétablir son contrôle politique, économique et militaire sur l'ancien espace impérial acquis par Moscou depuis le milieu du XVII[e] siècle. »[19]

[15] Mais il faut reconnaître qu'il s'agissait d'obtenir une protection contre les Polonais qui, alors, menaient une politique expansionniste.

[16] Voir : Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales Europe, XVIII[e]-XX[e] siècle,* Paris, éd. du Seuil, 1999.

[17] Timothy Snyder, *La reconstruction des nations : Pologne, Ukraine, Lituanie, Bélarus,* 1559-1999, Gallimard, 2017 (première édition : 2003), trad. de l'anglais par Olivier Salvatori, p. 28-29.

[18] Sur l'histoire de ce mythe et ses manipulations historiques, voir : Denis Eckert, « D'où vient l'idée que Russes et Ukrainiens forment un seul peuple ? », *Mondes sociaux,* publié le 04/04/2022, https://sms.hypotheses.org/29931. Denis Eckert est le traducteur (de l'allemand) d'un livre fondamental : *Andreas Kappeler, Russes et Ukrainiens, les frères inégaux. Du Moyen Âge à nos jours,* CNRS éditions, 2022.

[19] Serhii Plokhy, *The Gates of Europe : A History of Ukraine,* Basic Books, 2015-2021, p. 359. C'est moi qui traduit ; voir aussi du même auteur *La guerre russo-ukrainienne. Le retour de l'histoire,* traduit de l'anglais, Gallimard, 2023, 394 pp.

2. Le mythe fondateur du récit russe : « le peuple trinitaire »

Dans l'article « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens », le chef du Kremlin propose un contre-récit de l'histoire de la relation Ukraine-Russie, qui, avec des nuances, amalgame la Russie tsariste et la période soviétique et post-soviétique.

Le cœur de la narration de la Russie officielle d'aujourd'hui repose sur un présupposé présenté par Poutine comme historiquement indiscutable : il y a « unité historique des Russes et des Ukrainiens ». Pour résumer : Ukrainiens et Russes ne forment qu'un « seul et même peuple » dont l'éloignement s'expliquerait seulement par la stratégie occidentale « d'entraîner, petit à petit, l'Ukraine dans un jeu géopolitique dangereux visant à faire de ce territoire une barrière entre l'Europe et la Russie ». L'Occident, « ces dernières années », aurait construit un « mur » entre les deux pays qui, soutient-il, formaient « un espace historique et spirituel de fait partagé ». Pour Poutine, ce mur est « un grand malheur commun », « une tragédie ». Car pour lui, comme il l'écrit, l'axiome selon lequel « l'Ukraine n'est pas la Russie » serait une invention des Occidentaux, une manipulation, une négation de l'histoire. C'est cet axiome qu'il entend déconstruire. Sa mission se veut donc historique et messianique : elle vise à reconstituer l'unité, certifiée par l'histoire, des deux peuples. Mais… en faisant la guerre à l'Ukraine.

Il convient d'observer que ce « mythe » n'est pas une invention de Vladimir Poutine. Il date de l'époque soviétique, selon les chercheurs (majoritairement ukrainiens) réunis lors du colloque de Poltava (1997) : « Les manuels soviétiques ‹canoniques› ont impudemment falsifié l'histoire : on peut mentionner ici, et la ‹théorie› entièrement fausse de l'existence antérieure d'une nation unie composée de Russes, d'Ukrainiens et de Biélorusses. »[20]

Cette unité, ce serait l'ancienne Rous', à lire Poutine :

> « Les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses sont les héritiers de l'ancienne Rous' qui a été le plus grand pays d'Europe. Sur un immense espace – du lac Ladoga, Novgorod, Pskov jusqu'à Kiev et Tchernigov – les tribus slaves et autres étaient unies par la même langue (nous l'appelons aujourd'hui le vieux russe), des liens économiques et le pouvoir des Princes des Riourikides. »

Ce n'était pas seulement un espace politique : c'était aussi, selon lui, un espace religieux : « Et puis, par le baptême de la Russie, unie par la foi orthodoxe. Le choix spirituel de saint Vladimir, qui était à la fois prince de Novgorod et grand prince de Kiev, détermine aujourd'hui encore dans une grande mesure notre parenté. » Poutine a une mission historique à remplir, il a aussi une mission spirituelle à accomplir. Il peut compter sur le soutien du patriarche de Moscou, Vladimir Mikhaïlovitch Goundiaïev, ancien membre du KGB lui aussi. C'est la source de ses attaques contre l'Occident « décadent » et déchristianisé. Inaugurée en 2016, la cathédrale de la Sainte-Trinité au cœur de Paris (1, quai Jacque Chirac), centre de l'exarchat d'Europe occidentale du patriarcat de Moscou, est un élément de cette stratégie.

Ce discours slavo-centrique oublie que l'État (ou principauté) de Kiev a été formé au X^e siècle par les Varègues, dynastie originaire de Scandinavie. Vladimir 1^er (956-1015), grand-prince de Kiev, est issu de cette dynastie. Par son baptême, en 988, il convertit en effet

[20] Et la citation se poursuit ainsi : « …et la totale omission de la famine des années 1932-33, ainsi que la falsification de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale (pas un mot sur l'armée ukrainienne rebelle, ni sur les millions d'Ukrainiens en captivité)». Leonid Finberg, « Rapports entre Ukrainiens et Juifs : comment la mythologie remplace la réalité », *Ukraine, renaissance d'un mythe national, op.cit.*, p. 148.

cette région au christianisme. Mais il s'agissait d'abord d'un acte diplomatique par lequel Kiev voulait se rapprocher de l'Empire byzantin (l'empire romain d'Orient, IVe-XVe siècles) pour des raisons politico-militaires. C'est pourquoi Vladimir 1er épouse Anna Porphyrogénète, sœur de Basile II, l'empereur byzantin. Un fait me semble important à signaler, souvent ignoré des non-historiens : en 1051, Anne de Kiev, fille de Iaroslav le Sage, grand-prince de Kiev, prince de Novgorod et prince de Rostov, et de sa seconde épouse, Ingigerd de Suède, épouse Henri Ier, roi des Francs. Henri Ier (1008-1060) n'est autre que le quatrième Capétien. Une Kiévienne fut donc bien reine de France.[21] Cela montre l'importance de l'État kiévien, son rayonnement, et son insertion dans l'ensemble du Moyen Âge européen.[22] En 2005, le président de l'Ukraine, Viktor Iouchtchenko, est venu à Senlis (France) pour inaugurer une statue érigée à la mémoire de cette reine de France, soudainement placée sous les feux de l'actualité. À l'époque d'Anne de Kiev, la Russie est inexistante géopolitiquement. Ce qui est à l'origine lointaine de l'Ukraine participe bien de la construction de l'identité européenne et s'inscrit dans la culture dynastique de l'époque. C'est ce qui autorise les autorités ukrainiennes d'aujourd'hui à présenter Iaroslav le Sage comme un pionnier de l'Europe et comme le « plus grand Ukrainien de tous les temps ». Sauf que l'Ukraine n'existe pas alors ! Le discours nationaliste ukrainien procède à une captation un peu abusive de l'histoire, mélangeant la culture géopolitique protomoderne à la culture géopolitique moderne. Le roman national ukrainien repose essentiellement sur « le mythe de l'aspiration constante à la réunification ».[23]

C'est le lot de toutes les narrations nationales, qui usent et parfois abusent de la « tradition inventée » (Eric Hobsbawm). Il n'empêche que la réalité kiévienne participe de la formation historique de ce

21 Dans un roman historique, Régine Desforges raconte son destin : *Sous le ciel de Novgorod,* Paris, Fayard, 1990.

22 Iaroslav le Sage fait construire la cathédrale Sainte-Sophie à Kiev. Sous son règne est élaboré le premier code de justice, source du droit médiéval : *Rousskaïa Pravda.*

23 Natalia Iakovenko, « Modifications du mythe national ukrainien dans l'historiographie », in *Ukraine, renaissance d'un mythe national, op. cit.,* p. 124.

qui deviendra l'Ukraine. La ville de Kiev brille par sa culture, alors que Moscou est dans les limbes. Au milieu du XIIe siècle, c'est un petit village sur les rives de la Moskova. Ce qui deviendra la Russie est sous la domination mongole. C'est seulement en 1263 que le prince Alexandre Nevski réussit à faire de Moscou une principauté indépendante, qui va vite rivaliser avec ses voisines. L'invasion mongole et le partage de la Rous' enclenchent au XIIe siècle une ère de déclin et de mise sous tutelle de la partie orientale de l'espace kiévien par la « Horde d'Or » jusqu'au XVe siècle.[24]

24 Certains chercheurs pensent que c'est peut-être à tort que les chercheurs occidentaux utilisent l'expression « Russie kiévienne », qui « conforte l'identification de ses habitants avec les Russes » ; ce qu'on appelle l'État de Kiev était plutôt une « fédération de territoires et de duchés proto-ukrainiens, proto-biélorusses et proto-russes ». Voir : Chantal Delsol, Michel Maslowski, Joanna Nowicki, *Mythes et symboles politiques en Europe centrale,* Paris, PUF, 2002, p. 489.

3. L'Ukraine a été plus longtemps liée à la Pologne qu'à la Russie

Dans son récit sur le mythe trinitaire, Vladimir Poutine fait l'impasse (ou presque) sur le rôle de la Pologne et de l'Autriche dans la génétique historique de l'Ukraine. Sans préciser de qui il s'agit, il stigmatise « des idéologues polonais et autrichiens » qui divulguent « d'anciennes théories sur la création de la Rous' anti-Moscou ». Poutine prétend que « la République des Deux Nations n'a jamais eu besoin de la culture ukrainienne,[25] encore moins de l'autonomie cosaque ».[26] Concernant la Pologne, il cherche à faire apparaître la Russie comme la protectrice des Ukrainiens soumis au pouvoir prédateur des Polonais, sur le plan économique, politique et religieux. En effet, il mentionne « l'union de Brest » de 1596, acte par lequel la hiérarchie orthodoxe occidentale se place sous l'autorité du pape[27] : « Les mœurs polonaises et romaines étaient imposées et l'orthodoxie était supplantée. » Poutine explique que c'est la Russie qui permit aux Ukrainiens orthodoxes de retrouver leur liberté, ce qui aurait directement conduit, en janvier 1654, au traité de Pereïaslav. Un détour par l'histoire (une histoire peu connue du grand public) est nécessaire pour dévoiler les limites de cette affirmation.

25 Ce qui est une manière indirecte de reconnaître qu'elle existe.

26 Les « Cosaques Zaporogues » sont des paysans ukrainiens qui migrèrent vers le Sud, au XIVe siècle, pour éviter l'asservissement des Polonais. C'est une expression qui signifie : « hommes libres d'au-delà des rapides » (Dniepr).

27 Cette union a pu être pensée comme l'occasion de mettre fin au schisme d'Orient de 1054. En fait, dès 1458, les sièges épiscopaux des métropolites de Moscou et de Kiev étaient séparés. S'il convient de noter que la « République des deux Nations » (associant depuis 1569 la Lituanie et la Pologne dans le cadre de « l'Union de Lublin ») reconnut l'orthodoxie, elle tenta de promouvoir l'Église uniate qui, en effet, fut rejetée par les Cosaques. Il s'agit d'une communauté ecclésiastique qui a été constituée lors du synode de Brest (1595) et qui visait à rattacher à Rome les orthodoxes se trouvant sur le territoire de la « Rzeczpospolita ». Les Cosaques, appartenant aux classes populaires, ont résisté à cette initiative. L'Église uniate fut interdite en 1839 par les autorités tsaristes, et elle survécu en tant qu'Église gréco-catholique en Galicie autrichienne. Mais l'enjeu n'est pas essentiellement religieux et s'avère plus complexe.

On ne peut pas occulter l'importance du catholicisme apporté, au XIIIe siècle, par la Pologne et la Lituanie dans ce processus d'émergence de l'ancienne Rous' (à ne pas confondre avec la « Russie »). Remarquons aussitôt que le narratif national ukrainien a aussi tendance à refouler la dimension polonaise de son histoire. Car les relations polono-ukrainiennes ont été marquées jusqu'au XXe siècle par des guerres et des « nettoyages ethniques ». C'est le grand apport du dernier livre de Timothy Snyder que de jeter un éclairage nouveau sur cet angle mort.[28]

Il faut savoir que les nobles des deux puissances qui ont dominé cet espace (de la mer baltique à la mer noire et de la Vistule à la rive orientale du Dniepr), la Lituanie et, surtout, la Pologne décident de se réunir en un État unique confédéral (dit « Rzeczpospolita »). Dès le milieu du XIVe siècle, le roi de Pologne, Casimir III le Grand, et le grand-duc de Lituanie, Gediminas, signent un accord de partage de la principauté de Galicie-Volhonie. Mais par « l'Union de Lublin » (1er juillet 1569), qui institue la « République des deux Nations », le grand-duché de Lituanie cède au royaume de Pologne la Galicie-Volhonie. Un processus de colonisation des terres méridionales (incluant donc l'Ukraine d'aujourd'hui) va être enclenché. Le résultat, rappelle l'historien Miroslav Popovitch, c'est que « l'Ukraine a été liée plus longtemps à la Pologne qu'à la Russie » : au milieu du XVIIIe siècle, avant Catherine II, sur 8 millions d'Ukrainiens, 2 millions seulement sont soumis à la Russie.[29] C'est au XVIIIe siècle que l'Autriche prend le relai de la Pologne dans le Sud.

Les traditions politiques et culturelles ukrainiennes ne sont pas étrangères à cette influence. La langue polonaise, par exemple, devient « la langue du savoir et de la politique » au détriment de

28 Timothy Snyder, *La reconstruction des nations…, op.cit.,* p. 18-19.

29 « En revanche, après le règne de Catherine II, seul un quart des Ukrainiens ne faisait pas partie de l'Empire russe. » Voir : Miroslav Popovitch, « La mythologie dans la conscience collective de l'Ukraine postcommuniste », *Ukraine, renaissance d'un mythe national, op. cit.,* p. 54. M. Popovitch était président de l'Institut de philosophie d'Ukraine. Voir aussi : Roman Szporluk (ed.), *National identity and ethnicity in Russia and the New States of Eurasia,* Amonk NY, M.E. Sharpe, 1994. La « République des Deux Nations » a existé jusqu'en 1795.

l'ukrainien vernaculaire.[30] On observe un mouvement de conversions de l'orthodoxie au catholicisme romain, notamment au sein de la noblesse, alors que la paysannerie reste fidèle à l'orthodoxie. Sous le régime de la République, les nobles ukrainiens ont pu constituer de grandes propriétés agricoles et s'enrichir, au détriment des paysans ukrainiens.

Il est clair que la « République des deux Nations » aurait pu associer l'Ukraine (ou la Ruthénie) en tant que troisième nation.[31] Il convient de ne pas oublier que les Cosaques (généralement issus de la paysannerie ukrainienne), connus pour leur bravoure militaire, ont combattu aux côtés des deux puissances au début du XVII[e] siècle : pour lutter contre la Suède, contre la Moscovie et contre l'Empire ottoman. Si le chef casaque Bogdan (ou Bohadan) Khmelnytsky (1593-1657) finit par se révolter et faire allégeance à la Moscovie, c'est d'abord parce qu'il n'arrive pas à obtenir que l'Ukraine soit considérée comme la troisième nation de la République lituano-polonaise. Cela, Poutine ne le dit pas.

Dans la narration nationaliste russe comme dans la narration nationaliste ukrainienne, on oublie que si Khmelnytsky ébranle la République en 1648, en organisant la révolte contre les Polonais,[32] c'est aussi parce qu'il a su exprimer la révolte des Ukrainiens contre les nobles ukrainiens, les « magnats », qui avaient réussi à « jouir d'une grande puissance au sein de la République ».[33] Les Cosaques, que la noblesse ukrainienne ne se souciait pas d'émanciper, n'ont pas reçu de la République l'attention qu'ils méritaient. Notamment leur demande de « restauration de leur statut traditionnel ».[34] Le problème des Cosaques était d'abord social. Ils ne se sont pas rangés sous la coupe de la Russie par affinité culturelle ou admiration du modèle russe, même si la question religieuse a pu jouer. Cela ne les a pas empêchés de combattre les Polonais aux côtés des Russes et de tuer peut-être des millions de Polonais, enclenchant le déclin de la République des deux Nations.

Dans la psyché russe, sur laquelle Poutine tend son miroir, le traité de Pereïaslav (1654) se présente comme une borne fondatrice qui consacrerait la libération du peuple cosaque et son union mystique à la Russie. Par ce traité, Bogdan Khmelnytsky, un cosaque de petite noblesse, qui avait appris le latin chez les jésuites, se place sous la protection du tsar de Moscou et s'émancipe de la tutelle polono-lithuanienne. À Kiev, « les habitants ont prêté serment au tsar russe », précise Poutine. Khmelnytsky a créé l'hetmanat, une institution politique dont la légitimité repose sur un conseil élu composé d'officiers supérieurs cosaques. Son pouvoir s'étend sur une région qui comprend Kiev et la rive gauche du Dniepr. Désormais la population de l'Ukraine orientale dépend de l'administration russe et le clergé ukrainien du patriarcat de Moscou. L'acte de naissance de l'Ukraine, ce serait en fait l'allégeance à l'égard de la Russie et son émancipation de l'influence polonaise, selon le récit russe.

30 Timothy Snyder, *La reconstruction des nations…, op.cit.,* p. 172.

31 Étant noté que le nom d'Ukraine a été utilisé tardivement, à partir du milieu du XIX[e] siècle seulement, ce qui n'a pas facilité pas l'affirmation d'une identité ukrainienne et d'une géopolitique autonome.

32 Il ne faut pas oublier non plus qu'un Polonais lui avait volé sa femme et avait tué son fils.

33 Timothy Snyder, *La reconstruction des nations…, op.cit.,* p. 178.

34 *Ibid.,* p. 176.

4. La politique de colonisation russe à l'égard de l'Ukraine

Pourtant, un fait historique important est passé sous silence par Poutine parce qu'il perturberait cette narration. En effet, un revirement historique radical a failli se produire quatre ans seulement après le traité de Pereïaslav qui scelle l'union russo-ukrainienne. Le successeur de Khmelnytsky, Ivan Vyhovsky, était prêt à rechanger d'alliance. C'est très sérieusement qu'il envisage de promouvoir l'idée d'une « République des Trois Nations ». Un traité est même signé à Hadiach en septembre 1658.[35] Une partie des nobles ukrainiens (qui contrairement aux roturiers étaient représentés au parlement de la République et se satisfaisaient de la situation) y est favorable. Le projet achoppa sur la question de l'incorporation de la Galicie et de la Volhynie (j'y reviendrai) mais aussi en raison de l'opposition d'une partie des Cosaques. Les Cosaques étaient loin de faire corps et unité. On comprend pourquoi Poutine s'abstient d'évoquer ce fait qui renvoie à une réalité fort éloignée du mythe qu'il entend entretenir. La mémoire ukrainienne n'a pas oublié la bataille de Konotop qui a eu lieu le 8 juillet 1659, opposant l'armée moscovite aux forces de l'hetman Ivan Vyhovsky soutenu par les troupes polonaises et tatares. En fait, comme l'écrit Pierre Lorrain, « 1659 fut une année de basculement de l'hetmanat cosaque dans une période de luttes intestines de guerres – civiles et extérieures – qui se poursuivit pendant presque trente ans ».[36] Le tsar Alexeï lança les hostilités face à ce qu'il a vu comme une résurgence du danger polonais. Les armées russes incluant des Zaporogues s'opposèrent à des forces fédérant Polonais, Tatars et Cosaques. Bref, des Ukrainiens combattirent d'autres Ukrainiens. La constitution de l'Ukraine en tant que nation a été un processus complexe, ce qui contredit « le mythe de cette aspiration constante à la ‹réunification › que l'imaginaire ukrainien d'aujourd'hui voudrait faire valoir.[37]

La guerre contre les Polonais se termine en 1686 avec le « traité de Paix éternelle » qui attribue à l'État russe la rive orientale du Dniepr, de Kiev à Smolensk. La Russie devient dès lors la puissance dominante et absorbante. Et, comme l'écrit Poutine, « la région reçut le nom de Malaya Rous' ou Malorossia », c'est-à-dire « petite-Russie ». Dans cette logique, la Russie est considérée comme le noyau dur de la génétique ukrainienne, alors qu'elle n'en est au départ qu'une composante. Ce que ne dit pas Poutine, c'est que cette autonomie s'amoindrit très rapidement.

La relation russo-ukrainienne ne fut pas une histoire d'amour ! Voici un événement qui cadre mal avec le légendaire poutinien et avec ce qu'il appelle lui-même « le soi-disant chauvinisme grand-russe ». L'hetman des Cosaques de la rive gauche Ivan Mazepa (1639-1709), avait pour ambition la réunification des terres ukrainiennes et la constitution d'un État au sein de l'Empire russe. Mais il avait compris que Pierre le Grand n'était pas disposé à rediscuter le traité de Pereïaslav. Mazepa s'allie avec Charles XII de Suède et Stanislaw Leszczyński de Pologne. Une guerre est déclarée à la Russie qui se termine avec la défaite de la bataille de Poltava (ville ukrainienne) en 1709. Cette défaite « marque l'entrée d'une nouvelle grande puissance monarchique dans le jeu d'équilibre en Europe, aux dépens des Ukrainiens, des Suédois et des Polonais ».[38] À noter que Mazepa était issu de l'aristocratie ukrainienne, qu'il avait étudié dans un collège jésuite et qu'il avait fait un voyage d'études en Europe occidentale. Voici comment Poutine présente l'événement : « Lors de la grande guerre du Nord contre la Suède, les habitants de la Petite Russie ne se posaient pas la question du parti à prendre. Seule une petite partie des cosaques soutint la révolte de Mazepa. Les représentants de

35 Pierre Lorrain, *L'Ukraine. Une histoire entre deux destins,* Paris, Bartillat, 2021, p. 114-115.

36 Pierre Lorrain, L'Ukraine. *Une histoire entre deux destins, op.cit.* p. 115.

37 Natalia Iakovenko, « Modifications du mythe national ukrainien dans l'historiographie », in *Ukraine, renaissance d'un mythe national, op. cit.,* p. 124.

38 *Ukraine, renaissance d'un mythe national, op. cit.,* p. 245.

différentes classes se considéraient comme russes et orthodoxes. » Une manière que l'on pourrait qualifier de réductrice. Pierre Ier n'a pas eu ces nuances. Pour lui, « depuis Bogdan Khmelnytsky (…), tous les hetmans étaient des traîtres ».[39]

Mais si l'historiographie tant impériale que soviétique enferme Mazepa dans la figure du traître, en Occident il est vu comme un héros par les auteurs romantiques. Lord Byron publie un poème en 1819. Victor Hugo aussi, en 1829 : il lui consacre un poème dans *Les Orientales*. Les grands peintres Géricault, Vernet et Chassériau composent des tableaux où sa force sacrificielle est mise à l'honneur.

À cause de la Russie, des Ukrainiens ont tué d'autres Ukrainiens. Des régiments ukrainiens ont combattu des deux côtés. Ce n'est pas pour autant que la Russie a garanti la liberté et l'autonomie des Ukrainiens qui lui étaient favorables. En 1764, 110 ans après le traité de Pereïaslav, Catherine II supprime l'hetmanat et le dissout dans une nouvelle province appelée « Novorossiïa » (nouvelle Russie). Les Cosaques ukrainiens deviennent des vassaux autonomes du suzerain russe. Il revient à Catherine II, très centralisatrice, d'achever le processus d'absorption : elle supprime l'autonomie des Cosaques et s'empare de leur territoire jusqu'à la mer Noire et annexe la Crimée. Il s'agit donc d'une colonisation assortie d'une russification. On peut dire qu'à partir de ce moment, les trois quarts de l'Ukraine d'aujourd'hui sont sous la coupe de la Russie. La reconnaissance de l'Ukraine, selon Poutine, ce serait un acquis de l'ère soviétique :

> « C'est la politique nationale soviétique qui a pérennisé au niveau de l'État trois peuples slaves distincts (russe, ukrainien et biélorusse) au lieu d'une grande nation russe, un peuple trinitaire composé de Grands-Russes, de Petits-Russes et de Biélorusses. »

[39] Cité par Pierre Lorrain, *L'Ukraine. Une histoire entre deux destins, op.cit.* p. 138.

Il laisse ainsi entendre qu'il y aurait eu une sorte de partage équitable du pouvoir, du territoire et de la culture entre trois entités dont on aurait respecté l'identité. C'est oublier que la logique lointaine qui préside à ce réagencement géopolitique s'inscrit dans une politique d'hégémonisation continue de la Russie. Le terme péjoratif « petite-Russie » l'exprime parfaitement.

À suivre cette tradition largement inventée, l'Ukraine (d'aujourd'hui) ne pourrait s'émanciper de cet héritage qui constituerait son identité et qui garantirait son unité, sauf à se mettre en danger et à se perdre elle-même. Le chef du Kremlin serait donc le sauveur et le sauveteur de la « petite Russie » qui s'éloignerait trop de la maison-mère à cause des « Occidentaux ».

5. L'oblitération de la tradition culturicide de la Russie à l'égard de l'Ukraine

À la vision irénique d'une Russie pacificatrice et protectrice, on pourrait opposer une autre histoire que Poutine évite de convoquer : celle de la dynastie des Romanov qui, en 300 ans, dompta la Pologne et la Lituanie, conduisit la Suède à résipiscence, infligea une humiliation à la Grande Armée napoléonienne, détruisit l'identité ukrainienne, soumit la Crimée, sans parler de la Sibérie et de la Chine. On pourrait également proposer une grille de lecture qui montrerait le processus de colonisation, d'exploitation et de subordination dont l'Ukraine a été victime. L'Holodomor est le témoignage le plus violent et le plus tragique de la colonisation économique et agricole. On parle même aujourd'hui de « génocide ».[40]

On pourrait mettre le projecteur sur un aspect moins connu : la négation de l'identité religieuse. Il s'agit de l'Église uniate, une communauté religieuse fondée au synode de Brest-Litovsk en 1596. Le métropolite orthodoxe de Kiev et une partie du clergé ukrainien reconnaissent l'autorité du pape. Ainsi naît l'Église gréco-catholique ukrainienne, qui conserve le rite oriental, les offices en slavon, ainsi que le droit canon et des coutumes orthodoxes propres. Combattue par les Cosaques dès le XVII^{e} siècle, elle est interdite en 1839 par l'administration tsariste. Entre 1875 et 1905, elle fait l'objet d'une répression systématique. Tolérée en Galicie autrichienne, elle s'affirme dans la nouvelle Pologne, où elle se présente comme la seule organisation non-violente capable de faire face à une polonisation systématique. Dès 1920, après la révolution bolchevique, elle est à nouveau réprimée dans l'Ukraine soviétique, avant d'être proscrite de 1946 à 1991. Le métropolite, Josif Slipy, fut arrêté en 1946 pour « trahison » et enfermé dans un goulag, jusqu'en 1963.

On pourrait enfin évoquer une politique de « déculturation » répressive conduite en Ukraine par les tsars et leurs successeurs soviétiques (c'est pourquoi, soit dit en passant, l'URSS célébrera avec faste, en 1954, le 300^{e} anniversaire du traité de Pereïaslav). Pierre le Grand (1672-1725) interdit la langue ukrainienne et Catherine II (1729-1796), après le partage de la Pologne, procède à l'absorption de nouveaux territoires ukrainiens. Elle conduit, comme l'écrit l'historien américain James S. Olson, une « politique de russification, d'oppression culturelle et nationale, d'exploitation économique ».[41] Poutine ne dit mot de cette politique, que les historiens ont parfaitement documentée. Il assume donc, implicitement, cet héritage car il prétend incarner la continuité « historique », le temps long. C'est pourquoi il discrédite les efforts faits par l'Ukraine pour se réapproprier son histoire en associant le renouveau du sentiment national ukrainien au « nazisme » et à l'extrême droite. Et ce, particulièrement, depuis la « Révolution orange » de 2004, qui a vu ressurgir le thème nationaliste comme élément de différenciation identitaire. En 2013-14, le soulèvement populaire qui éclate Place Maïdan, à Kiev, provoque la mise en place par la télévision russe d'un slogan qui fera florès : « Les fascistes ukrainiens sont de retour aux affaires pour une nouvelle tentative. »[42] C'est dans ce contexte que s'élabore l'énorme supercherie intellectuelle et morale que constitue la justification de cette guerre : la Russie ferait la guerre à l'Ukraine pour la « dénazifier ».

Dans ce processus de réappropriation de son histoire et de sa culture, l'Ukraine met en valeur une figure de la renaissance de la culture ukrainienne : le peintre et poète Taras Chevtchenko (1814-1861), héros et martyr de la mémoire ukrainienne. Il forma le projet de codifier la grammaire ukrainienne et d'établir l'ukrainien

40 Le 15 décembre 2022, le Parlement européen adopte (par 507 voix pour, 12 contre et 17 abstentions) qui reconnaît la famine infligée par le régime soviétique à l'Ukraine dans la période de 1932 et 1933, connue sous le nom d'Holodomor, comme un génocide. https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20221209IPR64427/le-parlement-reconnait-l-holodomor-comme-genocide

41 James S. Olson, *op. cit.,* p. 680.

42 Geert Mak, *op.cit.,* p. 310.

littéraire moderne, ce qui lui valut de vivre en prison et en exil à Saint-Pétersbourg où il meurt.[43] En effet, pour les autorités russes, les activités littéraires et les jeunes intellectuels présenteraient une menace. On peut lire dans un rapport du milieu du XIX[e] siècle ce bel hommage au pouvoir de la culture et des idées :

> « En Ukraine, la slavophilie s'est transformée en ukrainophilie. Les membres de la Confrérie voulaient séparer l'Ukraine d'avec la Russie, et parmi tous ses membres, Chevtchenko est le plus dangereux car en tant que poète, il atteint directement les masses populaires. »[44]

Chevtchenko, qui dénonça la politique d'asservissement de l'empire russe, est devenu dans l'Ukraine attaquée le symbole de la Résistance culturelle. Deux ans après sa mort, une circulaire du gouvernement russe édicte : « Il n'y a jamais eu, il n'y a pas, et il ne peut y avoir aucune langue petite-russienne particulière. » Pourtant, les spécialistes établissent que « même si toutes les langues slaves sont très proches, sur certains points, l'ukrainien se rapproche ainsi plus du polonais que du russe », l'ukrainien ne pouvant être réduit à un dialecte du russe.[45] Cette politique répressive s'exprime parfaitement dans « l'oukaze d'Ems », sur la base d'un mémorandum accusant les Ukrainiens de vouloir vivre dans une Ukraine libre « sous la forme d'une république dirigée par un hetman ». Alexandre II (1818-1881) interdit d'imprimer des ouvrages en ukrainien, d'importer des livres ukrainiens sur le territoire de l'Empire russe, la création d'œuvres originales en ukrainien et la traduction en ukrainien de textes en langues étrangères. Cet interdit restera en vigueur jusqu'à la révolution de 1905.[46]

---

43 L'évangélisation de la Rous' de Kiev s'est faite par le moine Cyrile qui a traduit les textes religieux byzantins en slavon et introduit l'alphabet cyrillique.

44 Roger Portal, *Russes et Ukrainiens,* Paris, Flammarion, 1970, p. 45.

45 Iaroslav Lebedynsky, « La Russie a entretenu le mythe de l'inexistence de l'Ukraine », *Science et Vie,* 24 février 2023. https://www.science-et-vie.com/article-magazine/la-russie-a-entretenu-le-mythe-de-linexistence-de-lukraine

46 Après la première révolution russe, en 1905, Nicolas II publie un manifeste promettant de respecter les nationalités.

Poutine mentionne Chevtchenko dans son article, mais c'est pour signaler que, si ses poèmes sont écrits principalement en ukrainien, « sa prose l'est essentiellement en russe », ce qui fait qu'il est un élément de « *notre* patrimoine littéraire et culturel commun ». Une façon de dénier la place symbolique qu'il occupe dans l'imaginaire identitaire ukrainien et, surtout, d'alimenter le mythe de l'unité trinitaire.

Contre cette politique tsariste assimilationniste, des Ukrainiens vont se révolter et militer pour le respect de leur culture. Mais cela est mis de côté par Poutine pour deux raisons : pour lui, toute revendication nationale relève du nationalisme et donc du « nazisme » ; tout ce qui ne va pas dans le sens du mythe de l'unité fusionnelle entre les deux pays est éliminé. Il considère que cette politique doit être interprétée à la lueur du « contexte historique » qui démontrerait que les revendications nationales de l'Ukraine ne seraient que l'effet de manipulations géopolitiques des ennemis de la Russie, un « outil de rivalité entre les pays européens ». Dans cette entreprise de déstabilisation, il voit l'ombre du « mouvement national polonais », d'abord, des « autorités austro-hongroises », ensuite.

6. La part autrichienne de l'histoire de l'Ukraine est-elle une « invention » ?

Cette grille d'interprétation russo-centrique permet de faire l'impasse sur une autre réalité historico-culturelle : l'importance de l'Autriche dans la formation culturelle de l'Ukraine. Lorsque Poutine évoque le rôle de l'Autriche, c'est pour stigmatiser ceux qui s'inspirent « d'anciennes théories sur la création de la ‹Rous' anti-Moscou›, inventées par des idéologues polonais et autrichiens ». L'histoire autrichienne de l'Ukraine serait-elle une « invention » ?

Qu'en est-il ? À partir de la fin du XVII^e siècle, et pour longtemps, les territoires ukrainiens sont désunis. Le Dniepr disjoint la partie orientale (avec Kiev), rattachée à la Russie, d'avec la partie occidentale, liée au pouvoir polonais. Les deux communautés ukrainiennes sont clivées (clivages avivés par les attaques ottomanes). L'unité « primitive » de l'Ukraine, topos de la rhétorique nationaliste ukrainienne, relève largement de la mythologie. En effet, une nouvelle entité géopolitique va bouleverser la donne régionale au XVIII^e siècle et cristalliser ces divisions : c'est la monarchie autrichienne.[47] Soucieuse de garantir sa partie méridionale contre les Ottomans tout en voulant réduire l'influence de la Pologne, la Russie crée une alliance avec la Prusse et l'Autriche. De 1772 à 1795, de concert et en trois temps, ces puissances réduisent comme une peau de chagrin le territoire de la « Rzeczpospolita » et se répartissent les dépouilles. C'est la mort de la Pologne, un acteur géopolitique majeur qui a marqué l'histoire de cette région. Est-ce qu'enfin l'Ukraine va enfin pouvoir vivre en tant que telle ? Conséquence du dépeçage de la Pologne entrepris par la Russie, la Prusse et l'Autriche, les terres ukrainiennes se répartissent entre l'empire russe et l'empire autrichien.

47 Qui devient Empire d'Autriche (1804-1867), puis Empire austro-hongrois (1867-1918).

La Russie étend désormais son influence sur la rive occidentale du Dniepr (provinces de Volhynie, Podonie et Kiev). Les Voïvodies[48] ukrainiennes sous tutelle russe (« l'Ukraine du Dniepr ») sont soumises à la centralisation moscoutaire. Sur la rive gauche, l'autonomie limitée n'aurait pas trop perturbé la noblesse ukrainienne puisque celle-ci récupère des privilèges. Un historien parle « d'empressement et même parfois d'enthousiasme. » [49] À une époque où l'allégeance personnelle gouverne les rapports socio-politiques, parler de « conscience nationale » ukrainienne pourrait relever d'une forme d'anachronisme. On évoque souvent l'écrivain Nicolas Gogol (1809-1852) qui, bien que né en Ukraine, fit carrière à Saint-Pétersbourg en n'utilisant que le russe dans ses écrits. La Russie est alors devenue une puissance dominante et reconnue, y compris sur le plan culturel. Vladimir Poutine se plaît à l'évoquer dans son article pour en tirer argument : « Les livres de Nikolaï Gogol, patriote de Russie, originaire de Poltava, sont écrits en russe et regorgent d'expressions populaires et motifs folkloriques ‹malorusses›.[50] Comment peut-on partager cet héritage entre la Russie et l'Ukraine ? Et pourquoi le faire ? » Gogol est devenu l'otage du conflit russo-ukrainien, chaque pays en revendiquant la paternité.

C'est oublier que sur ces terres russifiées, dans les années 1820, commence à poindre une attention portée à la culture ukrainienne. Cela se fait autour de l'Université de Kharkov (Kharkiv), fondée en 1804. Un homme comme Oleksandr Afanasevitch Potebnia (1835-1891), professeur à Kharkov en tant que spécialiste ukrainien de linguistique comparée, a travaillé sur la langue et le folklore ukrainiens, et, ce faisant, a participé à l'éveil d'une conscience culturelle nationale. Mais cette dynamique se fige, suite à l'insurrection de 1863, orchestrée par un général polonais dont le père était ukrainien : « Après le soulèvement de 1863, le nationalisme ukrainien fut combattu comme un élément d'un complot polonais plus vaste. » [51]

48 Une voïvodie est une unité de division administrative.

49 Pierre Lorrain, *L'Ukraine. Une histoire entre deux destins, op.cit.* p. 156.

50 L'expression « Malorusses » désigne les « petits-Russes » ukrainiens.

51 Timothy Snyder, *La reconstruction des nations…, op.cit.,* p. 190.

Du côté autrichien, la donne est différente. Une certaine tradition habsbourgeoise explique une politique de respect des « nations » qui constituent le conglomérat multinational de l'Empire. Conséquence des partages de la Pologne, l'Autriche récupère la Galicie. La Galicie, c'est la terre où l'histoire kiévienne a pris corps. C'est un territoire qui va de Cracovie (à l'Ouest) à L'viv[52] (« Lwów » en polonais, « Lemberg » en autrichien de 1772 à 1918, L'vov en russe) à l'Est. Sur ce territoire coexistent Polonais et Ukrainiens. Il apparaît que le régime autrichien est plus libéral que le régime tsariste. Les Ukrainiens peuvent parler leur langue, valoriser leur culture, et ils n'ont pas à subir une bureaucratie intrusive.[53]

Les autorités autrichiennes confortent la spécificité ukrainienne dès 1772. Pour distinguer Polonais et Ukrainiens, mais aussi pour éviter la confusion entre « Rous' » et Russes (Russen en allemand), elles décident de leur attribuer un nom qui renvoie à leur dénomination latine d'origine : « Ruthenen », c'est-à-dire Ruthènes. Sur le plan religieux, elles encouragent l'unification des « uniates » (catholiques de rite grec) alors que la Russie interdit le culte uniate au début du XIX^e^ siècle, ce qui tend également à cristalliser la fracture identitaire ukrainienne. D'autant que le clergé grec-catholique, à la fin du XIX^e^ siècle, sera le fer de lance de l'idée de « nation ukrainienne ». Sur le plan éducatif, les autorités autrichiennes acceptent dans les écoles l'usage des langues vernaculaires. Ainsi, se constitue peu à peu une langue spécifique, fruit du mélange entre slavon religieux et dialecte ukrainien, qui se transforme et se codifie en adoptant l'alphabet cyrillique civil. Ce serait l'origine de l'ukrainien littéraire. Au début du XIX^e^ siècle, on commence à publier des poèmes, des nouvelles, des chansons en ukrainien.

C'est donc par la langue que commence à émerger un sentiment national. Ce sentiment était aussi avivé par la volonté des

52 C'est cette orthographe que nous choisissons (c'est le choix fait par les éditions Gallimard pour le livre de Snyder, et aussi par les éditeurs du colloque de Genève, déjà cité), même si parfois, en français, on écrit aussi Lvov (comme dans le livre de Pierre Lorrain). Voir : Delphine Bechtel, « Lemberg / Lwów / Lvov / Lviv identités d'une ville aux frontières imprécises », *Diogène,* vol. 210, no. 2, 2005, p. 73-84.

53 *Idem* en Bukovine et en Ruthénie transcarpatique.

Ukrainiens galiciens de se distinguer des Polonais qui, en Galicie, dominaient la haute administration. La rivalité entre les deux minorités autrichiennes a été un facteur d'affirmation nationaliste. Remarquons au passage que le terme « petite-Russie » est pratiqué par les Ukrainiens de la rive orientale du Dniepr, alors que les Ukrainiens (et les Polonais de Galicie) de la partie occidentale utilisent le mot *Ukraina,* ses habitants étant des *Ukraińcy.*[54] Une thèse domine dans les milieux intellectuels ruthéniens selon laquelle le territoire galicien serait le lieu de la naissance de Rous' de Kiev et donc la source séminale de l'histoire ukrainienne. De 1772 à 1918, une société multiculturelle et multinationale s'est constituée en Galicie entre Allemands, Polonais, Ukrainiens et Juifs.[55]

54 *Ukraine, renaissance d'un mythe national, op.cit.,* p. 244.

55 Isabel Röskau-Rydel, « La société multiculturelle et multinationale de Galicie de 1772 à 1918 : Allemands, Polonais, Ukrainiens et Juifs », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 139 | 2008, mis en ligne le 26 novembre 2008, consulté le 20 novembre 2023. URL : http://journals.openedition.org/ashp/469 ; DOI : https://doi.org/10.4000/ashp.469

7. L'oubli de la Galicie comme laboratoire de l'identité ukrainienne

La naissance d'une identité ukrainienne doit beaucoup aux intellectuels, aux écrivains et à l'université. Celle-ci ne pouvait rester à l'écart du vaste mouvement européen révolutionnaire qui s'amorce à partir du milieu du XIX[e] siècle en lien avec le « Printemps des peuples » et l'émergence des consciences nationales au sein des empires.[56] Ce mouvement touche les Polonais d'Autriche, mais aussi les Ukrainiens. Le 2 mai 1848 est créé le Grand Conseil ruthène. Il rédige un manifeste destiné à l'Empereur où il affirme hautement l'unité nationale du peuple ruthène de Galicie et d'Ukraine russe et réclame une large autonomie politique et culturelle[57] :

> « Nous, Ruthènes de Galicie, nous appartenons à ce grand peuple ruthène, qui parle la même langue et qui compte 15 millions de personnes, dont un quart habite la Galicie. Ce peuple était jadis indépendant, égal dans la gloire aux peuples les plus puissants d'Europe ; il avait sa langue littéraire, ses propres lois, ses princes… En raison d'un sort malheureux et de différents malheurs politiques, ce grand peuple a sombré et perdu son indépendance. »

L'Autriche accorde une large autonomie aux Ukrainiens au moment où le gouvernement tsariste réprime le mouvement ukrainien en Ukraine russe. À partir des années 1860, les conditions sont réunies pour que la Galicie et la Bucovine deviennent le laboratoire de l'identité ukrainienne et le centre la vie culturelle pour l'ensemble de l'Ukraine.

56 Jean-Bernard Dupont Melnyczenko, « Naissance et affirmation de la conscience nationale ukrainienne, 1850-1920 », *art. cit.,* p. 30-37.

57 La nouvelle Constitution autrichienne consacre la Galicie autrichienne comme région autonome : les Ukrainiens obtienne 49 places sur 150 à la Diète provinciale.

Les vecteurs de la constitution et de la diffusion d'une culture ukrainienne ont été nombreux. La presse joue un rôle important dans la diffusion de la langue ukrainienne. En 1848 paraît le premier journal dans cette langue : *L'Aube galicienne*. Les sociétés savantes se multiplient, comme *Prosvita,* à partir de 1868, dont le nombre d'adhérents atteint 200 000 en 1914. Elle est à l'origine de la création de nombreux salons de lecture et développe une activité d'édition très dynamique.[58] L'université est la matrice de cette fabrique de l'identité culturelle ukrainienne.

L'Université de Kiev, placée sous le contrôle de la politique russe, ne pouvait pas offrir les conditions d'une liberté académique permettant aux universitaires ukrainiens de s'exprimer en toute sécurité. On pourrait citer Mykhaïlo Petrovytch Drahomanov (1841-1895), grand penseur ukrainien cosmopolite et anticlérical, disciple de Proudhon. Ce professeur d'histoire ancienne à l'Université de Kiev a été révoqué en 1864 et émigra à Genève en 1876. En 1878-81, il publie *Hromada* (Communauté), première revue politique ukrainienne libre. Son programme promeut « le fédéralisme en politique, la liberté individuelle dans le domaine social, et le socialisme en économie ». L'Université de Sofia lui offrit la possibilité d'enseigner à partir de 1889. Il ne surprendra pas que Drahomanov, considéré aujourd'hui comme le fondateur du nouveau nationalisme ukrainien, ne soit même pas mentionné par Poutine. Il influença pourtant la jeune génération, comme le poète et historien de la littérature né en Autriche-Hongrie, Ivan Franko (1856-1916). Après avoir participé à la naissance du parti radical ukrainien et échoué à devenir professeur d'histoire de la littérature ukrainienne à l'Université de L'viv (barré par le gouverneur de Galicie[59]), Franko revient à la politique en 1899 en fondant avec l'historien Mykhaïlo Hrouchevsky le Parti démocratique national (Galicie). Il se retire de la politique en 1904 et se consacre à ses traductions. C'est un socialiste laïc devenu anti-polonais et qui marqua de son empreinte intellectuelle la ville de L'viv. Philosémite, on l'a parfois appelé le

58 Les salles de lecture passent de 400 en 1880 à 3 000 en 1914 ; 81 000 ouvrages sont publiés entre 1868 et 1874 (Source : Jean-Bernard Dupont-Melnyczenko, *art.cit.*).

59 https://shron2.chtyvo.org.ua/Franko/Mose_pome_frants.pdf?PHPSESSID=pko5snt5i5ho1js79qo4n41f56

« Moïse ukrainien ». Avec Taras Chevtchenko, Ivan Franko est l'une des grandes figures de la littérature nationale de l'Ukraine occidentale. Poutine ne le cite pas.[60]

Le *revival* identitaire ukrainien s'est déployé autour de ces deux personnages devenus emblématiques. Pour le 160e anniversaire de la naissance de Mikhaïl Drahomanov, un buste a été érigé en 2002 à côté du bâtiment principal de l'Université pédagogique nationale qui porte son nom. La Villa Ivan Franko est devenue un musée, et les 35 000 objets appartenant à l'écrivain ont été cachés dans un bunker en mars 2022 pour les protéger des bombes.

L'atmosphère qui régnait à l'Université de L'viv, en Galicie, était très différente de ce qu'on observe à Kiev. On y a encouragé le développement de la culture ruthène. C'est ainsi qu'un Ukrainien galicien s'est vu confier la chaire de langue et de littérature ruthènes à l'Université de L'viv : Iakiv Holovastky (1814-1888). Cette décision a été prise au lendemain de l'accession au trône de François-Joseph, en 1848. Il était lié au groupe littéraire « la Triade ruthène » et à Markïïan Chachkevytch (1811-1843) qui a eu le mérite d'adopter l'alphabet cyrillique civil pour tenter de transcrire l'ukrainien vernaculaire en une langue écrite accessible. Mais ses critiques contre Vienne, son activisme autonomiste et la crainte de la montée en puissance d'un sentiment séparatiste pro-russe ont poussé les autorités autrichiennes (dont le libéralisme fut évolutif et conditionnel) à démettre Holovastky de ses fonctions en 1867.[61]

Les intellectuels « nationalistes » ukrainiens ont donc cherché refuge en Galicie, qui est devenue une sorte de laboratoire de l'idée d'Ukraine. On a déjà cité Drahomanov, démis de sa chaire à l'Université de Kiev. On pourrait citer l'historien et théoricien politique ukrainien Viatcheslav Lypinsky (1882-1931), qui émigre en

60 Mais il faut noter que le Soviet suprême de la République d'Ukraine, le 8 janvier 1940, avait baptisé de son nom l'Université de L'viv et le Théâtre national de Kiev. Il n'est pas inutile de rappeler que « les tendances nationales sont donc très largement majoritaires lors de la formation de la RSS d'Ukraine » (Jean-Bernard Dupont-Melnyczenko, « Naissance et affirmation de la conscience nationale ukrainienne, 1850-1920 », *art.cit.,* p. 36.)

61 P. Lorrain, *L'Ukraine. Une histoire entre deux destins, op.cit.* p. 221.

Galicie autrichienne en 1908. Nationaliste conservateur, son idée de la formation de la nation ukrainienne repose sur une conception aristocratique et institutionnaliste (rôle de l'État). Il propose d'instaurer un système monarchique. Ses idées sont aux antipodes de celles de Hrouchevsky, qui met l'accent sur le peuple. Mykhaïl Hrouchevsky (1866[62]-1934) est le cas le plus emblématique de ces exilés galiciens. Cet historien (et homme politique[63]) ukrainien est souvent présenté comme le « père de l'historiographie ukrainienne ».[64] C'est autour de sa figure que se cristallise le « retour au paradigme du mythe national classique » (Natalia Iakovenko) et que se constitue la réappropriation du patrimoine historique de l'Ukraine indépendante. En témoignent les festivités importantes qui ont eu lieu en 1996, à la faveur du 130e anniversaire de sa mort. Hrouchevsky préside la Société savante Chevtchenko (du nom de l'inventeur de la langue ukrainienne), qui est le cœur d'un réseau international qui promeut l'idée d'une culture ukrainienne propre. Dans son article, Poutine le présente comme traitre à sa cause. Sujet russe, Mykhaïl Hrouchevsky est nommé en 1894 à la nouvelle chaire d'histoire de l'Europe orientale à L'viv en Galicie. Il utilise cette liberté et l'onction académique pour déconstruire le récit officiel russe qui repose sur une « continuité ininterrompue » de l'État russe depuis le Moyen Âge. Il opère une révolution intellectuelle en postulant que la Rous' des Xe et XIIe siècles a une autochtonie historique et culturelle et que l'État kiévien s'inscrit dans une histoire spécifique originelle indépendante de celle de la Russie. Il se lance dans une entreprise monumentale en écrivant une *Histoire de l'Ukraine-Rous'* en 11 tomes, dont le premier est publié en 1898. Même s'il faut tenir à distance sa théorie selon laquelle il y aurait un lien consubstantiel entre l'identité territoriale ukrainienne et son identité « ethnique », il a été l'un des

62 Il né à Chelm en Pologne.

63 Hrouchevsky est un intellectuel engagé politiquement. Membre du Parti socialiste-révolutionnaire, il devient président de la Rada centrale au moment de la révolution de 1917 et, en 1918, président de l'éphémère République populaire ukrainienne, suite à quoi il a dû d'exiler à Vienne. Il revient à Kiev comme académicien pour y être arrêté en 1931.

64 On trouve aussi l'orthographie suivante, comme dans l'article de Poutine : Mikhaïl Grouchevski.

premiers à tenter de fonder historiquement la nation ukrainienne afin de donner une perspective à ce qu'il appelait l'aspiration à « une vie nationale commune ».

Par suite de la politique de déculturation tsariste, les lettrés et intellectuels ukrainiens ont trouvé refuge en Autriche-Hongrie et singulièrement à l'Université de L'viv. C'est dans la partie occidentale de l'Ukraine que s'est exprimé le plus clairement la revendication de l'autochtonie culturelle ukrainienne. Mykhaïl Hrouchevsky a offert à l'Ukraine « un socle pour récuser politiquement les prétentions russes », souligne Snyder, qui rappelle qu'à la fin du XIX[e] siècle, en Galicie, les fonctionnaires polonais ont mis en œuvre la politique autrichienne « favorisant l'ukrainophilie au détriment de la russophilie ».[65] Ainsi fut normalisée la graphie vernaculaire de l'ukrainien. C'est donc dans le cadre autrichien que furent établis les fondements d'une culture ukrainienne autochtone, intégrant la dimension historique. C'est dans cet espace qu'une expression politique ukrainienne (participation aux élections législatives, vie associative…) a pu commencer à s'exprimer. Un Parti national démocrate est formé en 1899, mêlant socialistes et populistes.[66] La stratégie à long terme était de passer de l'autonomie à l'indépendance en vue de la création d'un État-nation dans la Galicie orientale, intégrant l'Ukraine du Dniepr. L'idée était de prendre modèle sur le Risorgimento italien dont l'impulsion fut donnée par le Piémont.

C'est ce qui explique pourquoi, jusqu'à aujourd'hui, ces régions ukrainiennes ne se reconnaissent pas comme procédant de l'esprit russe et aiment à cultiver leurs différences culturelles et religieuses.

65 Timothy Snyder, *La reconstruction des nations…, op.cit.,* p. 197-198.

66 Il est vrai également que, par concurrence, un Parti national russe a été créé avec le soutien des Polonais, qui voyaient comme une menace la perspective d'un éclatement de la Galicie. Mais ce parti était minoritaire. Moscou encourageait les russophiles galiciens.

8. « La victoire de l'Autriche-Hongrie sera notre propre victoire »

Influencé par la vision anti-occidentale qui règne dans les milieux intellectuels qui lui sont favorables, Vladimir Poutine ne peut qu'éviter de reconnaître que la partie ouest de ce pays a été influencée par une autre histoire que celle de la Russie. Cette histoire témoigne d'une géopolitique qui situe l'Ukraine dans l'espace d'une « Europe médiane », comme point de contact entre l'Europe centrale et l'Europe orientale. Elle rappelle qu'il y a une ligne de partage civilisationnelle entre l'ouest et l'est de l'Ukraine.

Puisque cette distinction culturelle et historique ne correspond pas à sa vision géopolitique, Poutine l'ignore. La seule fois où Poutine mentionne Mykhaïl Hrouchevsky, ce n'est pas pour évoquer son combat culturel, mais pour laisser entendre que cette figure emblématique du nationalisme ukrainien aurait renoncé à son combat politique et serait devenu infidèle à sa cause en rejoignant la Russie à la fin de sa vie :

> « Dans les années 1920 et 1930, les Bolcheviks développaient activement la politique de ‹l'indigénisation› qui, dans la RSS[67] d'Ukraine était menée comme l'ukrainisation. Fait symbolique : dans le cadre de cette politique et avec l'aval des autorités soviétiques, Mikhaïl Grouchevski (Hrouchevsky), ancien président de la Rada centrale et l'un des promoteurs du nationalisme ukrainien qui avait profité du soutien de l'Autriche-Hongrie, rentra en URSS et fut élu membre de l'Académie des sciences. »

67 République Socialiste Soviétique.

Ce « soutien de l'Autriche-Hongrie » n'entre pas dans les catégories de pensée de Poutine en raison de la négation du rôle de l'empire autrichien dans la constitution d'une identité ukrainienne et dans l'affirmation d'une culture indépendantiste. D'où la difficulté à analyser le rôle des Ukrainiens galiciens pendant la Première Guerre mondiale.

Comment Poutine présente-t-il l'histoire des Ukrainiens dans cette Première Guerre mondiale, qui voit l'Autriche s'opposer à la Russie ? On imagine combien cette guerre a placé les Ukrainiens dans une position très difficile, puisqu'une partie de ce peuple relève de l'autorité autrichienne, l'autre partie relevant de l'autorité russe. Les Ukrainiens sont mobilisés dans les deux camps adverses. Deux faits l'importent. D'une part, il explique que « Vienne a contribué à la formation de ce qu'on appelle la Légion ukrainienne des tirailleurs de la Sitch » (créée en 1913) ; d'autre part, il souligne que « les habitants de la Galicie qui étaient soupçonnés de sympathie envers la religion orthodoxe et la Russie devenaient la cible d'une répression brutale et étaient jetés dans les camps de concentration de Thalerhof et Terezín ».[68]

Ce n'est pas faux, mais il convient d'apporter des précisions importantes. D'abord, il faut rappeler, ce qu'évite de faire Poutine, que les armées russes ne furent pas en reste : elles vont occuper L'viv et dominer presque la totalité de la Galicie. Les leaders nationalistes deviennent des ennemis à double titre. C'est ainsi que Mykhaïl Hrouchevsky est arrêté. Le métropolite de l'Église uniate à L'viv, Andreï Cheptytsky (1865-1944), est arrêté, interné puis exilé en Russie.[69] Et c'est par réaction que les Austro-Hongrois, au nom de la lutte contre une « cinquième colonne » russe, vont persécuter des Ukrainiens. Il faut aussi rappeler que les principaux leaders politiques ukrainiens de Galicie ont fait preuve de loyauté envers l'Autriche en constituant le Conseil suprême ukrainien résolu à combattre la Russie. C'est ce Conseil qui décida de la création de cette Légion.

68 Theresienstadt.

69 Andreï Cheptytsky est connu pour avoir lancé un appel en faveur des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale et avoir caché des enfants juifs dans des monastères galiciens.

Il s'agit en fait d'un ensemble d'unités combattantes réunies sous l'appellation : « Fusiliers ukrainiens de la Sitch ». La Sitch était une forteresse et le quartier général de l'armée zaporogue au XVI[e] siècle ; située sur le Dniepr inférieur, elle avait pour mission de combattre les Tatars de Crimée et les Ottomans. Catherine II ordonnera la destruction de cette forteresse. Il est intéressant de noter qu'un cercle des étudiants Ukrainiens de l'Université de Vienne se dénommera La Sitch vers les années 1870. Dès 1913, des recrutements sont opérés dans les organisations sportives en Galicie autrichienne. Deux bataillons sont constitués, forts de 2 500 hommes. Ce qu'oublie de mentionner Poutine, c'est que, en 1917-18, ces fusiliers ukrainiens, sous les ordres de la Rada centrale qui est le gouvernement ukrainien de la République populaire à Kiev,[70] combattent à la fois contre les Bolcheviques et contre les troupes de l'hetman Pavlo Skoropadsky. Ce dernier est un leader ukrainien qui collabore avec les Allemands pour tenter de constituer une monarchie en Ukraine. Poutine le mentionne en précisant qu'il voulait mettre l'Ukraine « sous protectorat allemand ».

Porté par son déni de la part autrichienne de l'histoire du nationalisme ukrainien, mais aussi par son refus de distinguer la Russie des tsars et des Soviétiques, Poutine est privé de la possibilité de comprendre la réaction des Ukrainiens occidentaux qui souhaitent la victoire de l'Autriche. Il faut rappeler que le 3 août 1914, le Conseil suprême ukrainien, toutes tendances politiques confondues, fait la proclamation suivante qui témoigne de la profondeur du ressentiment des Ukrainiens à l'égard de la Russie tsariste :

> « Les tsars russes ont violé le traité de Pereïaslav de 1654 dans lequel ils s'étaient engagés à respecter l'indépendance de l'Ukraine et ils ont asservi l'Ukraine. Depuis trois siècles, la politique de l'Empire tsariste a été de subjuguer l'âme nationale ukrainienne et de transformer le peuple ukrainien en une partie du peuple russe. Le gouvernement tsariste a privé le peuple ukrainien de son droit le plus

70 *Ukraine, renaissance d'un mythe national, op.cit.,* p. 233.

sacré - le droit d'utiliser sa langue natale. Dans la Russie tsariste contemporaine, le peuple ukrainien est celui qui est le plus opprimé. La victoire de l'Autriche-Hongrie sera notre propre victoire. Et la défaite de la Russie avancera l'heure de notre libération… Que le soleil de l'Ukraine libre s'élève au-dessus des ruines de l'Empire tsariste ! »[71]

Ceux qui ont rédigé l'article de Poutine aurait pu citer l'intervention faite à la Douma le 22 février 1914 par un historien et homme politique russe, Pavel Milioukov, bientôt ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire (avril-mai 1917) avant de devenir un opposant absolu à la Révolution d'octobre, ce qui le conduira à l'exil en France. Selon lui, la Russie doit se défaire de l'idée que le mouvement ukrainien serait une invention de l'Autriche :

« Le mouvement ukrainien n'a été inventé par personne ; le mouvement ukrainien existe et existera et les tentatives de le nier resteront infructueuses… Il y a longtemps que la nation ukrainienne est devenue une question politique. Elle l'est devenue au moment où Catherine II déclara (je cite ses paroles) : ‹Nous allons détruire l'idée selon laquelle les Petits-Russiens s'envisagent comme une nation toute différente de la nation russe›… Ainsi donc, la question aboutit à la constatation suivante. Le mouvement existe, nous ne pouvons l'arrêter ni le changer. Il s'agit de savoir seulement si vous voulez voir en lui un ennemi ou un allié. Cela dépendra si ce mouvement verra en vous des ennemis ou des alliés. »[72]

Mais ce drame a permis le surgissement du premier, mais éphémère, État ukrainien indépendant, en profitant de la situation catastrophique de l'histoire russe, qui voit un régime bolchevique succéder au régime tsariste.

71 Cité par Jean-Bernard Dupont Melnyczenko, « Naissance et affirmation de la conscience nationale ukrainienne, 1850-1920 », *art.cit.,* p. 36.

72 Cité par Wolodymyr Kosyk, *La politique de la France à l'égard de l'Ukraine : mars 1917 - février 1918,* Paris, éditions de la Sorbonne, 1982, p. 89.

9. De 1917 à 1920, les Ukrainiens ont-ils sacrifié l'Ukraine aux plus offrants ?

La preuve que le mouvement ukrainien n'est pas une « invention », c'est qu'il prend une forme politique à la faveur du désordre provoqué par la guerre. On sait que la guerre, la famine et les révoltes de février 1917 conduisirent à l'abdication de Nicolas II, le 2 mars 1917. Aussitôt se déployèrent dans les régions périphériques les forces nationalistes et les élans révolutionnaires, dont le mélange avait tout pour être explosif.

Ainsi, en ce mois de mars 1917, un Congrès national ukrainien est institué. Il va énoncer la phrase épiphanique qui devait transformer l'utopie en réalité : « Nous appelons Ukraine le territoire habité par notre peuple ukrainien ». Deux figures dominent cette scène politique tumultueuse : Mykhaïl Hrouchevsky, du Parti socialiste-révolutionnaire, et Symon Petlioura, du Parti travailliste social-démocrate ukrainien. Celui-ci est nommé en novembre 1917 ministre de la Guerre de la République populaire d'Ukraine ; c'est le chef de l'armée ukrainienne en formation. Il n'étonnera donc pas que Poutine et ses inspirateurs tentent de minimiser l'ukrainité du premier et de détruire la réputation du second.

Le 23 juin 1917, le parlement ukrainien (« Rada ») de Kiev proclame l'autonomie de l'Ukraine dans le cadre d'une fédération russe :

« Peuple ukrainien peuple de paysans, d'ouvriers et de travailleurs, de ta propre volonté tu nous as confié, à nous la Rada centrale ukrainienne, la garde des droits et des libertés du sol ukrainien. (...) Tes représentants élus ont ainsi exprimé leur volonté que l'Ukraine soit libre. Sans se séparer de la Russie, sans rupture avec l'État russe, que

> le peuple ukrainien sur sa terre ait le droit de diriger sa propre vie. (…) Peuple d'Ukraine ! Ton sort est entre tes mains. En ces temps difficiles de désordre et de ruine générale, prouve, par ta cohésion et ton sens de l'État, que toi, peuple d'ouvriers, peuple de paysans, tu peux prendre place, digne et fier, en égal à côté de chaque peuple organisé et souverain. »

Cet acte est accueilli avec colère par le gouvernement provisoire de Petrograd, pour qui la Rada est une « organisation illégale ». Ce geste politique majeur est vu comme une trahison. Pour l'opinion, c'est un coup de poignard dans le dos. On mesure par-là la difficulté culturelle russe (quels que soient les régimes politiques) à imaginer une existence propre de l'Ukraine. Des siècles de déni culturel en sont la cause. Arrive le coup d'État bolchevique du 26 octobre 1917 réussi par Lénine. La Rada le condamne aussitôt. Mais cet événement place le nouveau pouvoir ukrainien dans une impasse, puisque les accords avec l'ancien gouvernement sont devenus caducs. Poutine écrit : « En novembre 1917, dans son Troisième Universal, elle (la Rada) proclama la création de la République nationale ukrainienne (UNR) au sein de la Russie. » La précision est importante. En effet, les néo-autorités ukrainiennes acceptent une autonomie dans le cadre de la Russie. Comme s'il y avait une difficulté psychologique à s'affranchir de la tutelle russe. Poutine ne dit pas que des élections sont prévues en vue de former une assemblée constituante. Il ne dit pas non plus que, de leur côté, les Bolcheviques proclament à Kharkov la « République soviétique d'Ukraine » (décembre 1917) avec un gouvernement. Le clash entre les deux pouvoirs naissants était inévitable. Poutine ne dit pas non plus que cette proclamation bolchevique est prolongée par la mise en place d'une armée soviétique qui s'apprête à se lancer à l'assaut la ville de Kiev. La Rada, présidée par Hrouchevsky, riposte en déclarant l'indépendance de l'Ukraine (9 janvier 1918). Les forces armées de Symon Petlioura repoussent l'Armée rouge dans les mois suivants, mais pour peu de temps.

Que se passe-t-il ensuite ? Lisons Poutine :

> « Cette souveraineté fut de courte durée. Quelques semaines plus tard, la délégation de la Rada signa un traité séparé avec les pays du bloc allemand. S'étant retrouvées dans une situation difficile, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient besoin des céréales et des matières premières ukrainiennes. Pour assurer des livraisons à grande échelle, elles obtinrent l'accord pour dépêcher leurs troupes et leur personnel technique dans l'UNR. Ce ne fut en effet qu'un prétexte pour l'occupation. »

À le suivre, la République nationale ukrainienne s'est fait piéger et a montré son incompétence. Toujours cette idée que l'Ukraine ne peut que se perdre sans sa grande sœur. En fait, ce sont les nouvelles autorités bolcheviques centrales qui ont sous-estimé les Allemands et les Autrichiens en pensant qu'ils leur accorderaient un armistice et une paix à bon marché. Les armées allemandes, contrairement aux prévisions naïves des révolutionnaires, réinvestirent le champ de bataille, épuisant un peu plus l'armée russe et plaçant la toute nouvelle République socialiste fédérative soviétique de Russie en position de faiblesse. Mais pour Poutine, ce sont l'Allemagne et l'Autriche qui se trouvaient « dans une situation difficile ». La paix est signée enfin à Brest-Litovsk, le 3 mars 1918. Le prix est très élevé. La nouvelle Russie perd d'immenses territoires : Pologne, Finlande, Pays baltes, un bout de la Biélorussie et l'Ukraine. On pourrait penser que la République nationale ukrainienne n'avait finalement pas si mal négocié le traité de paix avec les deux belligérants, le 9 février 1918. Certes, Poutine a raison de dire que l'Autriche-Hongrie a besoin de céréales. Mais les concessions obtenues par la toute nouvelle République ukrainienne en échange sont considérables : une bonne portion de la Galicie, la province de Khlom, une partie des régions de Minsk et Grodno, incluant la ville de Brest-Litovsk.

Le problème, que Poutine passe sous silence, c'est que l'offensive des Bolcheviques contre les autorités ukrainiennes a fragilisé la nouvelle République et rend la Rada centrale incapable de gouverner et de traiter avec l'Autriche. Les Allemands tentent d'aider l'UNR contre les troupes bolcheviques et réussissent à libérer Kiev

le 2 mars 1918, mais, Poutine a raison, ils se voient d'abord comme occupants. Ils renversent le premier gouvernement libre d'Ukraine (qui n'est que l'ombre de lui-même) et dissolvent la Rada le 19 avril 1918. Hrouchevsky est remplacé par Volodymyr Vynnytchenko de décembre 1918 à février 1919. Profitant de cette instabilité et des dissensions ukraino-ukrainiennes, les Allemands ressuscitent l'hetmanat et mettent en scène Pavlo Skoropadsky. Ce réactionnaire, né et mort en Allemagne, est issu d'une famille cosaque russifiée qui représente les propriétaires terriens ; il gouverne du 29 avril au 19 décembre 1918 avant d'être destitué par Symon Petlioura. C'est la fin de l'hetmanat et le début du Directoire avec le retour de la République populaire ukrainienne.[73] Son ambition est d'instaurer une dynastie régnante. Cela autorise le chef du Kremlin à adresser une mise en garde aux Ukrainiens par rapport aux puissances de 2021 qui proposent de soutenir l'Ukraine : « Ceux qui aujourd'hui ont mis l'Ukraine sous contrôle extérieur total devraient se rappeler qu'en 1918, cette décision s'avéra fatale pour le régime au pouvoir à Kiev. »

Une fois actée la défaite de l'Allemagne et de son allié, l'empire austro-hongrois, le nouveau contexte régional pouvait offrir de nouvelles perspectives à l'Ukraine. Mais les forces politiques ukrainiennes sont désunies : divisées entre les Bolcheviques, les partisans de l'UNR et ceux de Skoropadsky. Des violences sont commises. Après avoir été fait prisonnier par les Allemands en avril 1918, puis libéré après leur départ, Symon Petlioura veut relancer l'UNR en créant un gouvernement rival et en attaquant les forces de Skoropadsky. Il est élu en décembre 1918, président du Directoire de la République ukrainienne. Du 19 décembre 1918 au 21 novembre 1920, le Directoire tente de constituer ce jeune État. Mais l'évolution géopolitique de la région, avec le retour des Polonais, produit de la confusion et place le nouveau régime sous une autre dépendance. L'armée polonaise occupe la ville de Kiev

[73] Son inspirateur était l'historien et politiste ukrainien Viatcheslav Lypinsky (1882-1931), un conservateur qui participa à la création de la République populaire (1917-1920) et qui, après l'échec de celle-ci, choisit l'exil à Vienne puis à Berlin. Il préconisait un système monarchique et corporatiste.

en avril 1920.[74] Mais quatre mois après (août 1920), les troupes bolcheviques réinvestissent la ville, et progressent rapidement vers Varsovie. La Pologne décide alors de conclure un armistice le 12 octobre 1920, brisant la dynamique des indépendantistes.

Voici comment Poutine raconte cet épisode :

> « En avril 1920, Simon Petlioura (l'un des ‹héros› imposés à l'Ukraine moderne) signa, au nom du Directoire de l'UNR, des conventions secrètes selon lesquelles, en échange d'un soutien militaire, il céda à la Pologne les terres de Galicie et de Volynie occidentale. En mai 1920, ses hommes entrèrent à Kiev dans le convoi des unités polonaises. Mais pas pour longtemps. Dès novembre 1920, après l'armistice entre la Pologne et la Russie soviétique, les restes des troupes de Petlioura se rendirent à ces mêmes Polonais. »

En effet, profitant de l'anarchie ambiante, la Pologne fait son retour historique : le maréchal Józef Pilsudski, chef du nouvel État polonais, veut combattre les Russes et arrive jusqu'à Kiev. Cette ville aura été prise en tenaille entre les Allemands, les Polonais et les Russes. L'un des leaders ukrainiens (Skoropadsky) est dans la main des Allemands ; l'autre (Petlioura) est dans celle des Polonais qui prennent la succession des Allemands. Poutine présente donc ce dernier, qui est une figure emblématique du combat indépendantiste ukrainien, comme un bradeur des territoires historiquement ukrainiens. Le héros est un « collabo ». C'est pourquoi il met des guillemets ironiques à « héros ». Avec le recul, on peut dire aujourd'hui que Petlioura s'est enfermé dans une équation irrésolvable : « Pour les Ukrainiens de Galicie, c'était une trahison de Kiev. Pour Petlioura, c'était la dernière chance de préserver un État au cœur de l'Ukraine. »[75]

[74] Son engagement à l'égard de la Pologne allait trop loin. Le traité de Varsovie est signé le 22 avril 1920 entre Petlioura et Pilsudski : indépendance de l'Ukraine, cession de la Galicie et de la Volhynie, protection des propriétés terriennes polonaises, accord militaire. Cet accord rencontra l'hostilité d'une bonne partie des Ukrainiens, y compris celle de Mykhaïlo Hrouchevsky.

[75] T. Snyder, *La reconstruction des nations…, op.cit.,* p. 213.

Or, un « détail » oublié témoigne du caractère anti-historique du discours poutinien : initialement, Petlioura combattait à la fois les Bolcheviques et les Polonais. On en veut pour preuve une note, signée Petlioura, paru dans le Bureau ukrainien de presse de Paris, daté du 13 juin 1919 et adressée à la conférence de la paix, aux chefs d'État alliés (Georges Clemenceau, Loyd George, Woodrow Wilson, Vittorio Orlando)[76] : « Nous sommes en mesure d'affirmer que l'offensive ukrainienne contre les Bolcheviques continue avec succès, bien qu'il faille lutter également contre les Polonais. » Dans cette note, qui résonne de manière étrange avec l'actuelle guerre, Petlioura proclame que ses troupes se battent aussi pour l'Europe libre :

> « Dans cette guerre, les troupes de la République Populaire Ukrainienne défendent non seulement l'indépendance et la souveraineté de la République, mais elles protègent aussi le centre et l'occident de l'Europe contre l'invasion des armées bolchevistes, protégeant les idées démocratiques, l'idée de la liberté et de l'égalité contre les efforts d'une poignée d'aveuglés et de criminels fanatiques, essayant d'imposer la dictature aux peuples de l'Europe. »

Le combat anti-polonais est bien au cœur de la stratégie de Petlioura car il entend s'opposer à la volonté hégémoniste de la Pologne : « La Pologne, profitant de la guerre de l'Ukraine avec les Soviets russes, a commencé elle-même une guerre impérialiste, ayant pour but des annexions territoriales contre l'Ukraine. » Ce combat sur un double front ne peut que fragiliser la force de résistance de la jeune République. Petlioura en appelle à l'aide occidentale. Mais cette aide ne vint pas. Au contraire : c'est la Pologne qui est forte du soutien de l'Entente. De même, la France et l'Entente soutiennent la politique d'occupation par la Roumanie de la Bessarabie et de la Bucovine ukrainienne, la Roumanie qui désarme les troupes sur ses nouveaux territoires. Cela ne peut qu'affaiblir l'Ukraine qui, à juste titre, proteste contre cette stratégie « d'isolement complet de la République Populaire Ukrainienne ». Il y a donc une contradiction majeure dans la politique des Alliés qui vise à endiguer la vague bolchevique. Devant la non-réaction des Alliés, le gouvernement n'a pas d'autre choix que de se tourner vers son envahisseur. Là est la raison du rapprochement désespéré avec la Pologne.

[76] Bulletin d'informations. Bureau ukrainien de presse, 28 rue Pauquet, Paris, numéro 30, 13 juin 1919. Source : https://tyzhden.fr/l-affaire-petlioura-une-grande-manipulation-venue-de-moscou/

10. Haro sur un héros de l'indépendance : Symon Petlioura

Dans son article, Poutine revient à une autre occasion sur Petlioura lorsqu'il dresse la liste de ceux qu'il juge comme ayant trahi l'Ukraine : il le présente comme celui « qui a payé le mécénat polonais avec les terres ukrainiennes ». Pourtant, dans le même article, sans avoir conscience de se mettre en porte à faux avec ce qu'il vient de dire à propos de Petlioura, il ne critique pas le traité de Riga (mai 1921), signé entre la Russie soviétique, l'Ukraine soviétique et la Pologne, qui décide que « les régions occidentales de l'ancien Empire russe revinrent à la Pologne ». Car c'est une victoire polonaise, qui a été permise grâce aux puissances victorieuses, dont la France.[77] C'est ce qu'avait initié Petlioura sous la contrainte car il n'y avait pas d'autre possibilité pour continuer le combat de l'indépendance vis-à-vis de la Russie (soviétique ou non). Les nationalistes ukrainiens ont pu vivre le revirement polonais comme une trahison. La plus grosse part de la Volhyonie et l'ensemble de la Galicie tombent du côté de la Pologne, moyennant quoi celle-ci reconnait l'Ukraine et la Biélorussie soviétiques. Est-ce de la part de Poutine une contradiction ? Ou est-ce un effet de l'inconscient collectif russe qui n'a pas réussi à intégrer la dimension fondamentalement galicienne et ruthénienne de l'ADN historique ukrainien ? On sait que l'Ukraine soviétisée a souffert plus que toute autre nation « fédérée » de l'URSS. En témoigne l'Holodomor. Comme l'écrit T. Snyder, il n'est donc pas étonnant qu'à partir des années 1930, « la Galicie devint le centre incontesté de l'idée de nation ukrainienne »,[78] L'viv étant demeurée ce que certains ont appelé le sanctuaire de « l'âme ukrainienne ».

[77] Outre la situation de la Galicie, la Bucovine revint à la Roumanie et la Transcarpatie à la jeune Tchécoslovaquie.

[78] T. Snyder, *La reconstruction des nations…, op.cit.,* p. 218.

Revenons à Symon Petlioura. Il prend le chemin de l'exil en France dès 1921. Social-démocrate, ses valeurs politiques étaient à l'opposé d'un système qu'un de ses compagnons, exilé lui aussi à Paris, a qualifié de « cauchemar rouge ».[79] C'est à tort qu'il croyait être en sécurité. Le 25 mai 1926, il est assassiné à Paris, rue Racine, par un anarchiste Juif russe, au casier judiciaire chargé, Samuel Schwartzbard, qui l'accuse d'être responsable des pogroms qui ont été perpétrés en 1918-19. Ces pogroms, qui coûtèrent la vie à des dizaines de milliers de Juifs, ont bien eu lieu.

Lors du procès de Samuel Schwartzbard en 1927, le monde entier a découvert l'antisémitisme ukrainien. Le retentissement en France a été très important. De nombreuses personnalités apportent leur soutien à Schwartzbard : Léon Blum, Albert Einstein, Maxime Gorki… C'est suite à ce procès que le journaliste Bernard Lecache, lui-même fils d'un réfugié ukrainien, a fondé la LICA (Ligue internationale contre l'antisémitisme) qui deviendra la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) en 1976. De cela, Poutine ne parle pas. Peut-être parce qu'il fut démontré que ces massacres ont été initiés par des commandants locaux et que Petlioura a tout fait pour y mettre un terme.[80] Peut-être aussi parce qu'il paraît évident que les services spéciaux russes ont renseigné et armé la main du meurtrier.[81] Faire de Petlioura un symbole universel de l'antisémitisme, c'est ce que tente la gauche française autour de son avocat qui accède ainsi à une rapide et durable notoriété : maître Henry Torrès qui veut faire de cette affaire le « procès

[79] Alexandre Choulguine, *L'Ukraine et le cauchemar rouge,* Paris, éditions Jules Tallandier, 1927.

[80] Léon Poliakov, « Petlioura : la dignité d'un mythe », *Information juive,* octobre 1986. Léon Poliakov n'accrédite pas la thèse d'un Petlouria antijuif et il estime que la médiatisation du procès est d'abord un effet de la propagande du Komintern qui voyait là une manière de disqualifier les nationalistes ukrainiens et de justifier la domination de l'Ukraine. Voir aussi Lidia Miliakov dir., *Le livre des pogroms. Antichambre d'un génocide. Ukraine, Russie, Biélorussie, 1917-1922,* édition française établie par Nicolas Werth, Mémorial de la Shoah-Calmann-Lévy, 2010.

[81] P. Lorrain, L'Ukraine. *Une histoire entre deux destins, op.cit.* p. 271. L'homme qui l'a renseigné est l'agent tchékiste Mikhail Volodin.

des pogroms. »[82] Ce procès a effectivement placé Petlioura dans le statut de « pogromiste », ce qu'il n'était pas d'après des recherches sérieuses récentes. On le présente plutôt comme « philosémite. »[83] Ce procès n'a bien sûr pas aidé à la légitimation de la cause ukrainienne. Aujourd'hui, la presse française, à l'instar du journal *Le Monde,* est défavorable à la réhabilitation actuelle de Petlioura en Ukraine. Mais pour les Ukrainiens de Paris, il s'agit d'« une grande manipulation venue de Moscou ».[84]

Le but de Poutine est de délégitimer le processus de construction patrimoniale de l'Ukraine actuelle et de priver l'Ukraine de ses « héros » et de les « déboulonner ». Faire passer Petlioura pour un traître est une manière de critiquer le fait que le président ukrainien Viktor Iouchtchenko et sa femme ont déposé une gerbe de fleurs sur la tombe de Symon Petlioura au Cimetière du Montparnasse à Paris, en mai 2006. Pour le journal *Le Monde* (26 mai 2006) c'est « une commémoration des plus douteuses » :

> « L'Ukraine s'enfonce dans la crise. Pire, le souffle de la démocratie semble exhaler des relents nauséabonds dans une partie de l'Europe où nationalisme, antisémitisme et négationnisme font de nouveau bon ménage. Et la dernière péripétie orange a un nom : Symon Petlioura. Ce nom ne vous dit rien. Mais en Ukraine, l'ataman (général en chef) Petlioura est un héros. Pour la LICRA, c'est un assassin. »

82 Henry Torrès, *Le procès des pogromes,* Paris, Éditions de France, 1928. Sur le procès, voir : Virginie Sansico, « « Je ne pouvais pas vivre sans cette vengeance » : le procès du « terroriste » Samuel Schwartzbard devant la cour d'assises de la Seine (1927) », *Histoire Politique* [En ligne], 45 | 2021, mis en ligne le 1er octobre 2021, consulté le 28 novembre 2023. URL : http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1930 ; DOI : https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.1930 ; David Engel, *The Assassination of Symon Petliura and the Trial of Scholem Schwarzbard 1926-1927. A Selection of Documents,* Bristol (USA), Vandenhoek & Ruprecht, 2016 ; Monique Slodzian, *L'Ukraine depuis le procès Schwartzbard-Petlioura (1927),* Paris, La Différence (Politique), 2017 ; Rémy Bijaoui, *Le Crime de Samuel Schwartzbard. L'affaire des pogromes,* Paris, IMAGO, 2018.

83 « Symon Petlioura, le leader ukrainien du temps de la République populaire d'Ukraine, a entrepris la publication de plusieurs textes judéophiles. Il a tenté, en tant que commandant de l'armée ukrainienne de mettre fin aux pogroms des Juifs. » Leonid Finberg, « Rapports entre Ukrainiens et Juifs : comment la mythologie remplace la réalité », in *Ukraine, renaissance d'un mythe national, op.cit.,* p. 152.

84 https://tyzhden.fr/l-affaire-petlioura-une-grande-manipulation-venue-de-moscou

La gauche française est généralement du côté de l'anarchiste russe, et donc, objectivement, du côté de la thèse de Poutine. En témoigne, par exemple, le fait que la LICRA a organisé en 2018 au palais de justice de Paris une reconstitution du procès Schwartzbard qui s'était tenu à Paris du 18 au 26 octobre 1927, et ce en présence de Robert Badinter, ancien ministre de la Justice de François Mitterrand. La même année un colloque universitaire a eu lieu afin « de promouvoir une connaissance renouvelée et une discussion ouverte sur des événements tragiques, encore insuffisamment connus, qui pèsent sur les relations entre Juifs et Ukrainiens à la fois en Ukraine et à l'étranger, en particulier en France où la légende noire de l'antisémitisme ukrainien a de profondes racines depuis le procès de l'assassin de Symon Petlioura en 1926 ».[85]

Il faut attendre l'ouverture des archives et le regard des historiens pour que le mythe Petlioura soit regardé de manière distanciée. De ce point de vue, le livre de l'historien américain Henry Abramson, publié en 1999, est capital : *Ukrainians and Jews in Revolutionary Times. 1917-1920. A Prayer for the Government.*[86] Il établit que le programme politique du leader ukrainien était guidé par le respect des minorités, et de la minorité juive tout particulièrement. Il n'est pas à l'origine de la violence qui s'est exercée contre les Juifs, mais il n'a pas pu ou su l'arrêter. Là est sa responsabilité. En

85 Texte de présentation du colloque, cité par Daniel Bensoussan-Bursztein, « Simon Petlioura et les pogroms antijuifs. La question de la responsabilité », *Revue d'Histoire de la Shoah,* vol. 209, no. 2, 2018, p. 689-697

86 Henry Abramson, *A Prayer for the Government : Ukrainians and Jews in Revolutionary Times, 1917-1920,* Cambridge, Mass : Harvard University Press, 1999. Voir aussi son article dans http://www.yivoencyclopedia.org/article.aspx/Russian_Civil_War : "Ukrainian forces, nominally under the control of Symon Petliura, perpetrated approximately 40 percent of the recorded pogroms. Although Petliura never ordered his forces to engage in such activity and eventually exhorted his troops to refrain from the violence, his initial reaction to the attacks in early 1919 was characterized by relative inaction."

faire un antijuif est contraire à la réalité historique, comme l'avait déjà énoncé Léon Poliakoff et comme l'admet aujourd'hui un site comme *H-Net Network on Judaica and Jewish History.*[87]

Pourtant, on observe une distorsion entre les apports de « l'histoire historique » (Péguy) et la persistance d'une mémoire hostile qui perturbe le processus de réappropriation patrimoniale anti-russe des Ukrainiens d'aujourd'hui. On l'a vu avec le dépôt de gerbe du président ukrainien sur la tombe Petlioura en 2006. En 2016, l'Ukraine a observé une minute de silence pour le 90e anniversaire de l'assassinat de Petlioura à Paris. Un an après, le 14 octobre 2017 (on note une accélération du processus de patrimonialisation après l'annexion de la Crimée et la guerre du Dombas en 2014), l'érection d'une statue de Petlioura à Vinnytsia,[88] non loin de Kiev, au cœur d'un quartier appelé autrefois « la petite Jérusalem » en raison d'une présence juive importante, suscite une réaction négative. Le Congrès juif mondial dénonce la célébration d'un « antisémite », d'un « terroriste », responsable de pogroms qui

87 "After a close review of the documentary record, Abramson rejects the accusation that Petliura was the architect of the pogroms or that he initiated the infamous attacks in Proskurov (where 1,500 Jews were slaughtered) by his subordinate Semesenko in 1919, an incident that rumor and accusation have long linked to Petliura. (For a full-scale discussion of this controversy, see the articles in *Jewish Social Studies,* 31 :3 [1969] by two scholars – Taras Hunczak and Zosa Szjakowski – with diametrically opposite opinions.) At the same time, Abramson accepts the view that Petliura's hands were tied, and that if he had « chastised his troops adequately, » he would have lost the loyalty of his already disintegrating army at a time when the Red Army was able to field many more soldiers. Petliura was desperate to preserve Ukrainian independence. As Abramson implies, he could not hope to do this and protect Jews in far-flung towns and villages. In the end, though, Petliura's failure to act decisively against the pogroms did not save Ukraine." Joshua Rubenstein. Review of Abramson, Henry, *A Prayer for the Government : Ukrainians and Jews in Revolutionary Times, 1917-1920.* H-Judaic, H-Net Reviews. November, 1999. URL : http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=3602

88 C'est une ville tristement célèbre en raison des 28 000 Juifs qui y ont été assassinés en 1941-1942 par les *Einsatzgruppen,* secondés par des milices locales ukrainiennes.

ont fait entre 35 000 et 40 000 victimes juives.[89] Il n'est pas inutile de préciser que ce monument a été dévoilé au moment même où des centaines d'Ukrainiens d'extrême-droite organisent une marche aux flambeaux dans le centre de Kiev à l'occasion du 75e anniversaire de la création de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA). De nouveau, remonte à la surface le fait que l'UPA a collaboré avec les nazis.

Il convient de remarquer que Poutine ne fait aucunement mention de la question de la persécution des Juifs. Mais c'est pour lui l'occasion de critiquer la politique léniniste en matière de fédéralisme.

Après le traité de Riga, la République soviétique d'Ukraine adhère à l'Union soviétique en tant que république fédérée en décembre 1922. Ce montage institutionnel ne semble pas convenir à Poutine. Il critique Lénine pour ce qu'on pourrait appeler son « libéralisme » à l'égard des pays fédérés. Lénine a voulu instituer, dit Poutine, « une fédération de républiques égales » intégrant dans la constitution soviétique de 1924 « le droit des républiques à sortir librement de l'Union ». Pour lui, cette décision est « dangereuse » car elle peut provoquer des « bombes à retardement » si le « cran de sûreté » que joue le rôle dirigeant du Parti communiste saute. Ce fut la voie ouverte à ce qu'il appelle ironiquement la « parade des souverainetés ». On sent là le stalinien qui sommeille en lui.[90] Il y a toujours chez Poutine une incapacité à concevoir qu'une souveraineté nationale des ex-pays de l'URSS puisse être viable hors du cadre russe. C'est comme à regret qu'il note que « le

89 "(…) We have witnessed a significant revival of Jewish life in Ukraine over the last 25 years, with hundreds of synagogues, and dozens of school and cultural institutions established with the support of all Ukrainian national governments since the 1990s. The erection of a statue of Petliura in one of the historical centers of Jewish life in Ukraine sends the wrong message to the Ukrainian people and to future generations, and undermines the critical process of democracy and tolerance. The celebration of anti-Semites – including so-called nationalist 'heroes' – cannot and should not be abided. We urge the local Vinnitsa authorities to retract their celebration and take all possible steps to have the Petliura monument removed." https://www.worldjewishcongress.org/en/news/world-jewish-congress-denounces-disgraceful-and-deplorable-ukrainian-monument-honoring-anti-semitic-nationalist-leader-10-2-2017

90 Même si Staline n'était pas hostile initialement (en mai 1917) au principe du « droit absolu pour toutes les nationalités de disposer d'elles-mêmes, y compris la séparation ».

8 décembre 1991 fut signé l'accord de Belovej sur la création de la Communauté des États indépendants qui proclama que l'Union des républiques socialistes soviétiques, cessait d'exister en tant que sujet du droit international et réalité géopolitique », mentionnant au passage que la Charte de la CEI, adoptée en 1993, n'a pas été signée ni ratifiée par l'Ukraine.

Ce que Vladimir Poutine n'arrive pas à concevoir, c'est que la « politique nationale soviétique », en maintenant les « trois peuples slaves distincts (russe, ukrainien et biélorusse) », a abandonné le mythe d'une « grande nation russe, un peuple trinitaire composé de Grands Russes, de Petits Russes et de Biélorusses ». Contre toute raison historienne, et pour justifier sa mauvaise action, il doit s'accrocher à ce mythe.

11. Poutine « dénazificateur » de la mémoire ukrainienne

Le fait que Poutine ne fasse aucune allusion aux pogroms commis par l'UPA ne manque pas d'étonner, d'autant qu'il prétend entreprendre une action de dénazification.

C'est le moment d'examiner l'une des justifications les plus incompréhensibles de l'attaque de l'Ukraine mise en avant par Poutine. Cet anachronisme est une parfaite illustration de ce qu'on appelle aujourd'hui le « gastlighting », cette manière d'accuser l'autre d'un mal qui relève d'une pure mystification, ou bien qui relève d'un passé éloigné des problématiques du contemporain pour justifier une action contemporaine. Il faut noter qu'en brandissant le « nazisme » comme étendard, Poutine institue la Russie en parangon de l'antinazisme. C'est aussi une manière subliminale de rappeler que l'Europe occidentale a enfanté une monstruosité politique : le nazisme. Mais il semble avoir oublié que Staline a pactisé avec Hitler de 1939 à 1941, ce pacte ayant permis à Hitler d'avoir les mains libres pour attaquer l'Europe de l'Ouest en 1940. Notons qu'un des effets indirects du conflit russo-ukrainien est d'avoir permis à l'Allemagne de réviser ses positions dans le domaine des livraisons d'armes et de revoir sa politique énergétique au détriment de la Russie.[91]

Le résumé de cette page sombre de l'histoire tient en deux affirmations : l'Allemagne nazie lors la Seconde Guerre mondiale a été servie par « des collaborateurs originaires de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne » et sa politique a consisté à transformer l'Ukraine en espaces « de vie et d'esclaves pour les maîtres aryens ». Il y a bien sûr des éléments de réalité historique dans ce constat, mais cette réalité, comme toujours, est complexe. Deux effets sont recherchés dans ce recours à l'histoire : d'abord, rappeler que la

[91] « Stefan Creuzberger, historien : *En envoyant des chars Leopard 2 à l'Ukraine, les Allemands montrent qu'ils ont tiré les leçons de leur histoire* », *Le Monde,* 4-5 juin 2023.

Russie (soviétique), lors du deuxième conflit mondial, était dans le bon camp ; ensuite, couvrir moralement l'action violente à venir (nous sommes en juillet 2021) par la rhétorique antinazie qui fait consensus en Europe depuis 1945. L'accusation de « nazisme » portée contre l'Ukraine d'aujourd'hui apparaît comme le trait le plus grossier de la propagande poutinienne et elle témoigne de l'utilisation aussi fautive que caricaturale de l'histoire. Au cœur de l'argumentaire antinazi se trouve la figure de Stepan Bandera, considéré comme l'un des principaux Ukrainiens pro-nazis. Voici ce qu'en dit Poutine : « Bandera, qui a collaboré avec les nazis, est mis au rang des héros nationaux.[92] Les autorités ukrainiennes font tout pour effacer de la mémoire des jeunes générations les noms des vrais patriotes et vainqueurs, dont l'Ukraine a toujours été fière. »

Le topos antinazi vise essentiellement à déconstruire la politique de reconstruction patrimoniale de l'Ukraine et à déboulonner ses figures emblématiques. On l'a vu avec Petlioura. Mais c'est aussi une manière de mettre le doigt sur les ambiguïtés politiques (bien réelles) de certains « nationalistes » ukrainiens qui ont été jusqu'à s'allier avec le pouvoir occupant nazi pendant la Seconde Guerre mondiale.

En ligne de mire, il y a la décision prise par la ville de Kiev, en 2016, de rebaptiser l'avenue de Moscou en « avenue Stepan Bandera », dans la foulée des « lois de décommunisation » adoptées en 2015 : l'Ukraine élimine les symboles liés à un passé commun avec l'Union soviétique, mais aussi avec la Russie. Le surgissement de Bandera dans l'espace public du « peuple frère » et la réappropriation de sa mémoire collective nationale par l'Ukraine sont pour Poutine une provocation inacceptable. Comment ne pas dire aussi qu'elle a surpris aussi en Europe, Bandera n'étant certainement pas la figure la plus digne d'intérêt et propice au consensus ! Et ce n'est

92 En fait, « le 2 avril 2010, un mois après l'élection de l'ancien premier ministre Viktor Ianoukovytch à la tête de l'état ukrainien, le tribunal administratif de Donetsk casse et annule le décret de l'ex-président Viktor Iouchtchenko conférant le titre de héros de l'Ukraine à Stepan Bandera et Roman Choukhevytch en arguant qu'il ne peut l'être, même à titre posthume, qu'à des citoyens de l'état ukrainien et que ce dernier n'existe que depuis 1991, sentence aussitôt confirmée en appel le 21 avril 2010. » https://timenote.info/fr/Roman-Choukhevytch-30.07.1907

pas parce que Poutine se plaît à utiliser l'histoire contre l'Ukraine que l'historien doit s'abstenir de reconnaître que l'Ukraine a encore des progrès importants à faire pour regarder lucidement son histoire. Je pense notamment à la manière dont une partie du peuple et des élites d'Ukraine ont accueilli les nazis,[93] co-géré l'Occupation, participé à la destruction des Juifs, et je pense aussi à l'absence de mémorialisation de la Shoah.[94] Un spécialiste note en 2000 : « Il ne se trouve personne pour reconnaître fût-ce une seule faute du passé ».[95] La question est de savoir si ces références douteuses font corps dans la société. Les médias européens n'ont pas manqué de marquer leur surprise lorsque le 1er janvier 2019, des milliers d'Ukrainiens ont défilé dans les rues de Kiev, Lviv et Khmelnytskyï (Ukraine occidentale) pour célébrer le 110e anniversaire de la naissance de Stepan Bandera.

Un élément de contexte est à prendre en compte : fin 1939, à la suite du pacte germano-soviétique, l'URSS annexe une partie de l'Ukraine occidentale qui avait été attribuée à la Pologne par le traité de Riga (mars 1921). Il n'empêche qu'on ne saurait oublier que les nationalistes ukrainiens ont accueilli l'armée allemande comme une armée de libération en imaginant qu'elle pouvait soustraire l'Ukraine du joug soviétique. C'est un peu le cas de figure qui s'était dessiné lors de la Première Guerre mondiale. Là est la complexité mémorielle de l'Ukraine. En témoigne un exemple que Poutine ne cite pas : l'histoire de la Volhynie, au Nord-Ouest de l'Ukraine, une région importante de la Rous' de Kiev des origines, intégrée à la Pologne en 1921, puis annexée par l'Union soviétique à la faveur du pacte germano-soviétique pour devenir une subdivision de la république socialiste soviétique d'Ukraine. Après

93 Timothy Snyder, *Terres de sang : l'Europe entre Staline et Hitler,* Gallimard, Paris, 2012.

94 John-Paul Himka, « Obstacles to the Integration of the Holocaust into Post-Communist East European Historical Narratives », *Canadian Slavonic Papers,* 50 (3–4), 2008, p. 359-72.

95 Miroslav Popovitch, « La mythologie dans la conscience collective de l'Ukraine postcommuniste », *Ukraine, renaissance d'un mythe national, op. cit.,* p. 73. M. Popovitch était président de l'Institut de philosophie d'Ukraine. Voir aussi : Marc Sagnol, « Lieux oubliés de l'Holocauste en Ukraine. Berezovka, Domaniekva, Bogdanovka », *Mémoires en jeu. Revue critique interdisciplinaire et multiculturelle sur les enjeux de mémoire,* 29.04.2021. https://www.memoires-en-jeu.com/sites-lieux/lieux-oublies-de-lholocauste-en-ukraine-berezovka-domaniekva-bogdanovka

l'invasion de la région par l'Allemagne hitlérienne, en juin 1941, dans le cadre de l'opération Barbarossa, l'Armée insurrectionnelle ukrainienne combat aux côtés des Allemands, puis contre eux. Là aussi, des Volhyniens participent à l'extermination des Juifs. Les « nationalistes » (appelés aussi « résistants ukrainiens ») combattront aussi contre les Soviétiques jusqu'en 1954 et subiront une répression très dure. Cette histoire fait que la Volhynie soutiendra la révolution « orange » en 2004.

Voilà pourquoi le discours poutinien associe les nationalistes au nazisme en mélangeant les époques et les contextes, et surtout, comme on l'a vu, en faisant l'impasse sur le XIX^{e} siècle et le mouvement intellectuel galicien. Car c'est à ce moment que prend forme la seconde renaissance nationale (politique et culturelle) promue par les intellectuels ukrainiens. On l'a vu avec le poète Taras Chevtchenko.

Pour la deuxième période, c'est plus compliqué. Parmi les figures nationalistes, on trouve Stepan Bandera (1909-1959), leader de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN). Il est né le 1er janvier 1909 dans la province de Kalouch, en Galicie, dans l'Est de l'Empire austro-hongrois. Comme d'autres, il cherche à collaborer avec les Allemands pour lutter contre l'Union soviétique. Il n'est peut-être pas « nazi » au sens idéologique du terme mais son nationalisme est tout sauf recommandable et n'est pas comparable à celui d'un Symon Petlioura : « C'est effectivement quelqu'un qui a une vision très ethnique du nationalisme ukrainien. Il rêvait d'un territoire national débarrassé des Juifs, des Polonais et des Russes. »[96] Mais les nationalistes comprirent vite que les Allemands (qui ont financé leur mouvement) n'avaient aucunement l'intention d'aider à l'émergence d'une Ukraine indépendante. Bandera est emprisonné de 1941 à 1944 dans un camp de concentration allemand après avoir tenté de mettre en place un gouvernement ukrainien indépendant. Notons qu'il sera empoisonné par un agent du KGB en 1959 à Munich. Poutine brandit l'effigie

[96] Sabine Dullin, *L'Ironie du destin, une histoire des Russes et de leur empire,* Payot, 2021.

de Bandera pour laisser à penser que l'Ukraine officielle n'a rien appris de l'histoire et qu'elle retrouve ses vieux démons nationalistes. Il faut la sauver, contre son gré. Il faut lui redonner le sens de l'histoire, par la violence.

Contre la mémoire noire qu'incarne Bandera, Poutine oppose des figures ukrainiennes qui se sont distinguées pendant la « grande guerre patriotique » et que l'Ukraine d'aujourd'hui semble avoir oubliées :

> « Pour les Ukrainiens qui ont combattu dans les rangs de l'Armée rouge, dans des détachements de partisans, la Grande Guerre Patriotique était précisément patriotique, car ils défendaient leur foyer, leur grande patrie commune. Plus de 2'000 sont devenus des héros de l'Union soviétique. Parmi eux se trouvent Ivan Kojedoub, pilote légendaire, Lioudmila Pavlitchenko, tireuse d'élite intrépide, ainsi que le défenseur d'Odessa et de Sébastopol Sidor Kovpak, brave commandant partisan. Cette génération inflexible s'est battue, a donné sa vie pour notre avenir, pour nous. Oublier leur exploit, c'est trahir nos grands-pères, mères et pères. »

Il s'agit de « braves » militaires. Les intellectuels et les politiques sont suspects.

Faisant se télescoper l'histoire ancienne et l'histoire immédiate, le chef du Kremlin n'hésite pas à considérer que le gouvernement ukrainien conduit une politique d'« assimilation forcée et violente » négatrice de leur identité à l'égard des Russes d'Ukraine et du Donbass : « Et le plus répugnant, c'est que les Russes en Ukraine sont contraints non seulement de renoncer à leurs racines, aux générations ancestrales, mais aussi à croire que la Russie serait leur ennemie. » L'accusation de « nazisme » concerne également cette politique « ethnique » : « Il ne serait pas exagéré de dire que cette course à une assimilation violente, vers la formation d'un État ukrainien *ethniquement pur,* agressif envers la Russie, est comparable dans ses conséquences à l'utilisation d'armes de destruction massive contre nous. »

On comprend pourquoi le gouvernement russe a tenté d'instrumentaliser l'ONU le 16 novembre 2017. Il s'agissait de faire voter un projet de résolution sur la « lutte contre la glorification du nazisme » (comme l'exécution de graffitis et de peintures pronazis, notamment sur les monuments dédiés à la mémoire des victimes de la Seconde Guerre mondiale). Un projet qui a opposé les États-Unis et la Fédération de Russie. Poutine explique dans son article : « Je pense qu'il est également naturel que les représentants de l'Ukraine votent encore et encore contre la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant la glorification du nazisme. » Ne pas voter cette résolution, c'était se déclarer favorable au nazisme, dans la logique poutinienne. C'était un piège grossier tendu à la fois aux États-Unis et à l'Ukraine, laquelle pouvait difficilement, compte tenu des circonstances, s'associer au gouvernement russe. La proposition a finalement été adoptée par 125 voix pour, 2 voix contre (États-Unis et Ukraine) et 51 abstentions.[97] La guerre symbolique était lancée sur la base d'une exploitation politique de l'histoire, l'autre grande victime de ce drame.

C'était aussi pour Poutine une manière de jeter un voile sur les sources impures du nationalisme russe antidémocratique en plein essor. C'est aussi un leurre qui dissimule la volonté de Poutine de blanchir la dimension totalitaire de l'histoire soviétique. Car sa vision instrumentale de l'histoire le conduit à rejeter le concept de *totalitarisme,* englobant le phénomène nazi et soviétique. Quelques semaines avant l'attaque de l'Ukraine, le 28 décembre 2021, la Cour suprême de Russie a prononcé la dissolution de l'association « Memorial ». Cette ONG, fondée en 1989 avec l'appui du physicien Andreï Sakharov, avait pour mission la défense des droits humains et la préservation de la mémoire des victimes du totalitarisme. Son siège est désormais à Genève.[98] Il faut savoir que depuis 2009, une commission officielle a été mise en place dont l'objectif est la « lutte contre la falsification des faits et des

97 https://press.un.org/fr/2017/agshc4221.doc.htm

98 L'assemblée constitutive de Memorial-Schweiz/Memorial Suisse s'est tenu le 17 juin 2023 à Berne, au centre culturel PROGR (Kleine Bühne), Waisenhausplatz 30.

événements historiques dans le but de porter atteinte aux intérêts de la Russie ». C'est clairement une mise au pas des historiens et une mise sous tutelle de l'histoire.

Il n'empêche que l'Ukraine aurait pu éviter de prêter le flanc aux critiques, souvent justifiées, visant les récupérations et les blanchiments de personnages qui sont à l'opposé des valeurs de ceux qui, aujourd'hui, aident les Ukrainiens à faire front. C'est le cas, par exemple, d'un homme comme Roman Choukhevytch, chef du bataillon nazi « Nachtigall » (créé à Cracovie en mars 1941), dont l'antipolonisme virulent n'avait d'égal que son antijudaïsme en Galicie où il commit des massacres de masse.[99] À l'occasion du 100e anniversaire de sa naissance, on le fait « héros de l'Ukraine » dès 2007.[100] Les Ukrainiens eux-mêmes sont divisés, au point de s'affronter dans la rue, comme en 2017.[101] Mais le processus de réhabilitation est déclenché. En 2019, la ville ukrainienne de Kalouch inaugure un monument en l'honneur de Choukhevytch, ce qui provoque une réaction conjointe des ambassadeurs d'Israël et de Pologne. En mars 2021, la ville de Ternopil, en Ukraine, rebaptise son stade de foot du nom de ce symbole du collaborationnnisme nazi. Le Centre Wiesenthal a dû réagir et demander à la FIFA de condamner cette décision. Pourtant, en juillet 2021, la ministre des anciens combattants de l'Ukraine, Yulia Laputina, n'hésite pas à poser avec un membre du Pravy Sektor,[102] devant le portrait de Roman Choukhevytch.

La Shoah en Ukraine est désormais bien documentée. Une étude très sérieuse du Center for advanced Holocaust Studies (United

99 En août 1943, Choukhevytch est nommé commandant suprême de l'Armée d'insurrection ukrainienne, l'UPA. Dans certaines biographies, il est présenté comme « agent de l'Abwehr dès 1937 ».

100 Ce titre lui est décerné le 14 octobre 2007 par le président Iouchtchenko à l'occasion de la commémoration des soixante-cinq ans de l'UPA. Cette décision sera annulée par la Justice.

101 Selon un sondage d'opinion commandé en 2009 par Ivan Katchanovski, un chercheur ukrainien qui enseigne à l'Université d'Ottawa « seulement 13 % des personnes interrogées avaient une idée positive de l'UPA, alors qu'environ 45 % des Ukrainiens avaient une idée négative de l'armée insurgée ». https://ici.radio-canada.ca/rci/fr/nouvelle/2013410/choukhevytch-honore-canada-heros-national-ukrainien-ou-criminel-nazi

102 Un petit parti d'extrême-droite fondé en 2014.

States Holocaust Memorial Museum), datée de 2013, s'inquiète de ce phénomène qui « invente de nouveaux héros et martyrs ».[103] Un auteur prend l'exemple du Musée d'Histoire de L'viv dont la scénographie a été revue en 2006. Il montre comment l'on a tenté d'atténuer la dimension collaborationniste. Ainsi, le Bataillon nazi « Nachtigall » est devenu « Division of Ukrainian Nationalists » ; la Division SS « Galizien » est devenue « Ukrainian Division Halychhna » ;[104] les insignes SS ont disparu ; on met en valeur l'héroïsme ukrainien mais on oublie le collaborationnisme. Il s'agit donc bien d'une opération « révisionniste » :

> "The recent changes, however, clearly indicate the direction of revisionnism : collaboration is being obfuscated. This is more blatant as the history of Jews and Poles, who formed the majority of the citizens of the prewar city, is not even mentionned. Similar exhibits are now to be found in most Galician towns, including Brody, Drohobych, Stryj and Zhovkva."[105]

L'Ukraine aurait dû renoncer à une politique de non-discrimination dans le processus de re-patrimonialisation et de re-nationalisation de son histoire. L'antisoviétisme est peut-être un critère nécessaire, mais pas suffisant. Dénoncer l'entreprise de falsification de l'histoire du régime poutinien ne saurait s'exonérer de faire la clarté sur sa propre histoire. Au contraire, ce devrait être une exigence supplémentaire. Or, selon la chercheuse Delphine Bechtel, la réfutation de la participation des dirigeants et des hommes de l'OUN-UPA aux massacres antijuifs ou à l'holocauste figurait dans les priorités de recherche du gouvernement ; d'où la mise en

103 Delphine Bechtel, "The 1941 pogroms as represented in Western Ukrainian historiography and memorial culture", *in* "The Holocaust in Ukraine. New Sources and Perspectives", Center for advanced Holocaust Studies (Unite States Holocaust Memorial Musueum), 2013, p. 7. https://www.ushmm.org/m/pdfs/20130500-holocaust-in-ukraine.pdf.

104 Halychhna est l'équivalent en ukrainien de Galicie.

105 « Les changements récents indiquent cependant clairement que la direction qui est prise est celle du révisionnisme : la collaboration est étouffée. Cela est d'autant plus flagrant que l'histoire des Juifs et des Polonais, qui formaient la majorité des citoyens de la ville avant la guerre, n'est même pas mentionnée. On trouve aujourd'hui des expositions similaires dans la plupart des villes galiciennes, y compris Brody, Drohobych, Stryj et Zhovkva ». Delphine Bechtel, *art.cit.,* p. 6.

place, en 2002, à L'viv, d'un organisme chargé de fabriquer une nouvelle histoire (Center for Research on the Liberation Movement).[106] Cette tendance a été en quelque sorte institutionnalisée par la création de l'Institut Ukrainien pour la Mémoire Nationale, dirigée à partir de 2014 par Volodymyr Vyatrovich, dont les travaux sont fortement contestés.[107]

Une controverse s'est développée autour de cette politique de glorification des combattants nationalistes ukrainiens qui se concentre sur les crimes soviétiques en ignorant leur responsabilité dans les nettoyages ethniques de Juifs et de Polonais entre 1941 et 1945, après l'invasion de l'URSS par les nazis. De même, l'imputabilité systématique de la politique judéocide aux Allemands n'est pas conforme à ce que devrait être le régime de la mémoire et de l'histoire dans un pays démocratique. La dénégation du fait de s'être associé avec le pire de ce que l'Europe a connu ne peut avoir sa place dans l'imaginaire collectif d'une nation qui veut rejoindre, aujourd'hui, l'Europe des droits de l'homme et de l'humanisme démocratique.[108]

106 Il n'est peut-être par indifférent de noter que son directeur, Volodymyr Viatrovych, en 2008-2010, a été responsable de la branche des archives d'État du service de sécurité ukrainien, chargé de déclassifier des archives du KGB jusqu'alors secrètes pour les rendre accessibles. Il est titulaire d'un doctorat mais n'est pas universitaire. Selon certains chercheurs, une épuration archivistique aurait été faite à son instigation. À la suite de l'élection de Volodymyr Zelensky, il est limogé en septembre 2019.

107 Kai Struve, *Deutsche Herrschaft, ukrainischer Nationalismus, antijüdische Gewalt : Der Sommer 1941 in der Westukraine,* De Gruyter, 2015 ; John-Paul HIMKA, *Ukrainian Nationalists and the Holocaust. OUN and UPA's Participation in the Destruction of Ukrainian Jewry, 1941-1944,* Stuttgart – Hannover, Ibidem Press, 2021.

108 Jeudi 14 décembre 2023, l'UE annonce que les Européens ont « décidé d'ouvrir les négociations d'adhésion de l'Ukraine ».

12. Les élites ukrainiennes seraient-elles coupables de « dénialisme » historique et moral ?

L'article de Poutine vise à culpabiliser l'Ukraine à partir de la thèse selon laquelle l'Ukraine nierait le passé bénéfique de la relation russo-ukrainienne ou lui serait infidèle :

> « Les élites ukrainiennes ont décidé de justifier l'indépendance de leur pays en niant son passé, à l'exception toutefois de la question des frontières. Ils ont commencé à mythifier et à réécrire l'Histoire, à effacer tout ce qui nous unit, à décrire en tant qu'occupation la période que l'Ukraine a passé dans l'Empire russe et dans l'URSS. »

C'est donc l'Ukraine qui trahirait l'histoire commune aux deux peuples, comme si l'histoire ne pouvait être écrite par les Ukrainiens en dehors du grand récit russe, comme si l'Ukraine n'avait jamais existé sans la Russie. Les Russes utilisent l'histoire comme une arme de culpabilisation et de négation de l'histoire ukrainienne. Poutine prend pour exemple le Holodomor : « La tragédie commune de la collectivisation, de la famine du début des années 1930, est présentée comme un génocide du peuple ukrainien. » Il reprend à son compte la narration soviétique de déni sur ce drame. Il faut dire qu'il y a une tradition de cécité sur ce cas, de Édouard Herriot (qui de retour de ce pays parle de « pseudo-famine » et ne veut voir que la « prospérité » du « jardin ukrainien »[109]) à Walter Duranty (journaliste américain, prix Pulitzer 1932, qui ne voyait qu'un effet de « propagande malhonnête »), en passant par Soljenitsyne pour qui ce « génocide » n'était qu'une « fable insensée ». Une fable ? 4 millions de morts. Il est vrai que la question de la nature « génocidaire » ou pas de ce drame absolu agite toujours la communauté historienne mondiale : volonté criminelle d'extermination ?[110] idéologie marxiste ?[111] Pour sûr, c'est une manifestation désespérante d'une politique de colonisation, conçue depuis trois siècles.

Sa conception instrumentale de l'histoire fait que Poutine ne peut pas soutenir l'action d'une Ukraine indépendante qui, en 2006, qualifie officiellement le Holodomor de « génocide », ou le Parlement européen qui, dans une résolution votée le 23 octobre 2008, a qualifié le Holodomor de « famine artificielle » et de « crime effroyable perpétré contre le peuple ukrainien et contre l'humanité. »[112] Au début des années 1990, et malgré une journée de commémoration en 1993, le Holodomor n'était pas un élément cardinal du récit national ukrainien. On assiste à une multiplication de monuments, plaques et autres signes commémoratifs. Cela est probablement lié au fait que les politiciens étaient largement issus de la matrice soviétique. La question était taboue. L'évolution des relations russo-ukrainiennes (la révolution « orange » notamment) explique la montée en reconnaissance mémorielle de ce drame. En 2006, le président Viktor Iouchtchenko promulgue une loi qui vise la pérennisation de la mémoire des victimes de la famine, et qui permet de punir ceux qui en contesteraient le caractère génocidaire. En 2008, à Kiev, sur la rive droite du Dniepr, est inauguré le musée national du mémorial aux victimes du Holodomor.

Mais Poutine lui-même ne résiste pas au *dénialisme*. Il n'arrive pas à admettre que l'Ukraine n'est pas illégitime à chercher à retrouver sa mémoire et à construire son récit national. Et l'Occident ou l'Europe n'ont rien à voir dans cette démarche qui consiste d'abord à sortir de l'historiographie soviétique en mettant en avant les crimes commis tant par l'hitlérisme que par le soviétisme. Quand Petro Porochenko promulgue, en 2015, les lois qui « interdisent les

109 Edouard Herriot, *Orient,* Hachette, 1934.

110 Anne Applebaum, *Red Famine : Staline's War on Ukraine,* New-York : Doubleday, 2017.

111 Robert Conquest, *Harvest of Sorrow, Soviet Collectivization and the Terror-Famine.* Oxford : Oxford University Press, 1986 (traduction française : *Sanglantes moissons,* Paris, Robert Laffont, 1995).

112 https://www.europarl.europa.eu/RegData/presse/pr_info/2008/FR/03A-DV-PRESSE_IPR(2008)10-22(40408)_FR.pdf

symboles soviétiques et condamnent le régime soviétique » (ce qui va se traduire par le déboulonnage de plusieurs statues de Lénine), Moscou fait part de son hostilité. Ce qui pose problème est la mise en équivalence des « régimes totalitaires communiste et nazi » : un débat qui agite encore le milieu des historiens. On observe le même phénomène en Roumanie, par exemple : cette double victimisation entraîne un évitement grave du rôle de l'Ukraine et des Ukrainiens dans la destruction des Juifs d'Europe.

Voici un exemple de la tardiveté de la mémoire ukrainienne à intégrer cette dimension majeure de l'histoire de l'Europe au XX^{e} siècle. Près de Kiev, les 29 et 30 septembre 1941, 33 771 Juifs sont exécutés par les Einsatzgruppen allemands. Les victimes juives sont présentées comme des « citoyens soviétiques pacifiques » sans mention de leur judéité. Pendant des décennies, les rassemblements de commémoration sont interdits dans le ravin où ce massacre a eu lieu. La publication en 1961 du poème « Babi Yar » par le poète russe contestataire Evgueni Evtouchenko fut un choc : il révélait que les victimes ont été exterminées parce que juives et il évoquait les pogroms en Russie. En 1966, les autorités soviétiques érigent sur place un monument qui ne mentionne toujours pas les victimes juives. Il faut attendre 1991 (après la chute de l'URSS) pour que le gouvernement ukrainien autorise la création d'un monument spécifique à ces victimes (en septembre 2001, soit 70 ans après les faits).

Vladimir Poutine, à l'instar certainement de la majorité des Russes, s'oppose à la relecture nationale de l'histoire ukrainienne car elle met en cause un récit, auquel il croit peut-être, dans lequel la Russie soviétique apparaît comme la bienfaitrice de l'Ukraine. En effet, la narration pseudo-historique de Poutine relève clairement du phénomène de la *post-vérité*. Inversant l'ordre des facteurs, il n'hésite à présenter la Russie comme une victime de la politique soviétique et l'Ukraine comme son bénéficiaire.

Il s'appuie sur le sort de la Transcarpatie, qui, après la dislocation de l'Autriche-Hongrie en 1919, s'est retrouvée en Tchécoslovaquie. Celle-ci, par suite du traité soviéto-tchécoslovaque du 29 juin 1945, consent à céder cette région à l'URSS, l'URSS cherchant une frontière avec la Hongrie. Un cadeau (forcé) à Staline. Mais Poutine parle de « libération ». Et de citer la *Pravda* qui, à l'été 1945, annonce la réunification historique de cette région « avec sa patrie de longue date, l'Ukraine ». En effet, depuis la chute de l'URSS en 1991, la Transcarpatie fait partie de l'Ukraine indépendante. Comprendre : c'est grâce à la Russie soviétique que l'Ukraine a pu se réunir et recouvrer sa liberté. Poutine évoque également deux autres exemples de gains territoriaux obtenus par l'Ukraine : la partie de la Bessarabie, occupée par la Roumanie en 1918, qui a été rattachée à l'Ukraine soviétique en 1940, et la Bucovine du Nord. Double conclusion de Poutine : premièrement, « l'Ukraine moderne est entièrement le fruit de l'ère soviétique » ; deuxièmement, elle a été « créée dans une large mesure aux dépens de la Russie historique ». Comprendre : l'Ukraine a une dette à l'égard de la Russie et la Russie veut le bien de l'Ukraine. En même temps, Poutine semble condamner ces « généreux cadeaux territoriaux ». Il critique la dimension non-nationaliste de la vision du monde des Bolcheviques qui, rêvant d'une révolution mondiale portant disqualification des « États-nations », « considéraient le peuple russe comme un matériau inépuisable pour des expérimentations sociales ». Cela a conduit à définir « arbitrairement » les frontières. Conclusion : « Une chose est claire : la Russie a en fait été dépouillée ».

Mais le récit de Poutine oublie de mentionner que la pacification et la réintégration de l'Ukraine occidentale, où des maquis armés ont subsisté jusqu'à cinq ans après le conflit mondial, a été d'une rare violence (déplacements de populations, persécutions religieuses à l'égard des uniates notamment). Pas un mot non plus sur les 400 000 Tatars chassés de Crimée en 1944 par le pouvoir soviétique, car suspects de collaboration avec les nazis. Pour comprendre pourquoi la réappropriation de la mémoire ukrainienne passe par un inventaire critique de la période soviétique, il faut évoquer, entre autres, un événement historique que Poutine passe sous silence. Il s'agit des massacres commis par les Soviétiques sur les Ukrainiens. On a retrouvé des dizaines de milliers de victimes ensevelies dans la forêt de Bykivnya non loin de Kiev. Aujourd'hui, un musée-mémorial conserve la trace de ce lieu de

la terreur soviétique : un territoire secret accordé en 1937 par la ville de Kiev au NKVD où les Ukrainiens « dissidents » était éliminés sur simples aveux. C'est seulement en 1988 qu'un monument est érigé dans cette forêt, mais son inscription est mensongère : « Victimes des envahisseurs fascistes ». Qui sont les « fascistes » ? On penserait d'emblée aux nazis. En fait, il s'agit des purges staliniennes des années 1936-1937. Une enquête est lancée en 1989 et en 2001 un parc mémorial est créé.[113]

Ce serait donc parce que l'Ukraine aurait bénéficié des largesses territoriales de l'URSS que Poutine n'a pas hésité à ravir la Crimée à l'Ukraine en 2014, alors que Nikita Khrouchtchev, en 1954 précisément, offrit la Crimée à l'Ukraine. Dans son article, le chef du Kremlin admet que, à la faveur des guerres contre l'Empire ottoman, dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle, la Russie « rattacha la Crimée et les terres le long de la mer Noire », mais il estime que ces terres étaient « peuplées par des personnes venues de toutes les régions russes ». En 2013, quelques mois avant l'annexion de la Crimée, Poutine justifiait ce qui allait se produire au nom de l'idée selon laquelle « nous sommes un seul peuple » et « l'Ukraine est une partie de notre grand monde russe ». Il n'est pas contestable que la population de la Crimée est très majoritairement russophone et il ne faut pas oublier que, en mai 1992, le parlement de Crimée a voté une déclaration d'indépendance vis-à-vis de l'Ukraine. À l'évidence, l'Ukraine n'est pas un bloc homogène.

Arrivant à l'époque très contemporaine, Poutine déplore l'ingratitude de l'Ukraine à l'égard de la Russie post-communiste : celle-ci a reconnu l'Ukraine et l'a aidée, sur le plan économique (le faible prix du gaz, par exemple), à devenir « vraiment indépendant ».

[113] Jean-Pierre Filiu, « Les fantômes de la terreur stalinienne aux portes de Kiev », *Le Monde,* 5 mars 2023. On observe un cas semblable, découvert récemment près de l'aéroport d'Odessa : 29 fosses contenant les restes de quelque 5 000 à 8 000 personnes. Voir aussi : « Sur les traces de la violence de masse en Ukraine. Forêt de Bykivnia – Fosses soviétiques », Traces de guerre. Hypothèses, 2018. https://tracesguerre.hypotheses.org/452/4 ; Karel Berkhoff, Karel C., "Bykivnia : How Grave Robbers, Activists and Foreigners Ended Silence about Stalin's Graves near Kiev", In *Human Remains and Identification. Mass Violence, Genocide, and the "Forensic Turn,"* edited by Anstett, Elizabeth and Jean-Marc Dreyfus, 2015, p. 59-82. Manchester University Press.

C'est l'occasion d'affirmer que, sur ce plan aussi, il y a une unité et une profondeur des relations entre les deux pays qui « pourrait aujourd'hui faire l'envie des pays de l'UE » : « L'Ukraine et la Russie ont évolué comme un seul système économique depuis des décennies, des siècles. » Pourquoi, alors, remarque l'auteur de l'article, l'Ukraine est-elle devenue « le pays le plus pauvre d'Europe », en-dessous de la République d'Albanie, de la République de Moldavie et du Kosovo ? La faute incombe aux « autorités ukrainiennes », à la « faiblesse chronique des institutions étatiques », mais aussi à l'Union européenne qui a refusé de discuter des affaires commerciales et économiques sur le « format Ukraine-Russie-UE ». Il faut sous-entendre : « Moi, Poutine, je vais vous libérer de ces politiciens incapables et je vais sauver le peuple ukrainien car il n'y a rien à attendre de l'Europe ».

13. La Russie, garante de la « souveraineté » de l'Ukraine ?

La fin de son article mérite attention car s'y exprime un cynisme à un niveau rarement atteint. En effet Vladimir Poutine, qui sait que la guerre est imminente et qu'il va agresser sous peu l'Ukraine, évoque l'idée de « partenariat » et se pose en garant de la « souveraineté » ukrainienne :

> « Je suis convaincu que c'est en partenariat avec la Russie que la véritable souveraineté de l'Ukraine est possible. Nos liens spirituels, humains, civilisationnels se sont tissés depuis des siècles, remontent aux mêmes sources, se sont endurcis par les épreuves, les réalisations et victoires communes. Notre parenté se transmet de génération en génération. Elle est dans les cœurs, dans la mémoire des personnes vivant dans la Russie et l'Ukraine modernes, dans les liens du sang qui unissent des millions de nos familles. Ensemble, nous avons toujours été et serons bien plus forts et performants. Car nous formons un seul peuple. »

Poutine présente la Russie comme la protectrice de l'Ukraine. C'est à ce moment qu'il accepte de reconnaître ses fragilités : c'est « un pays très complexe en termes de composition territoriale, nationale, linguistique, concernant l'histoire de sa formation ». C'est le seul passage de son article qui mériterait considération. En effet, de nombreux dialectes vivent à l'intérieur de la langue ukrainienne, les deux principaux étant le galicien et le volhynien, deux régions de l'Ouest qui ont rejeté militairement le joug soviétique et qui sont culturellement et historiquement liées à l'Europe « médiane ». À l'instar de la Galicie, avec sa capitale Lviv, qui a été très influencée par l'empire des Habsbourg et a pu développer un « monde mental à part »[114] ou bien la Transcarpatie, où l'on ne comptait en 1993 que 3,9 % de russophones. Un exemple de ce mouvement d'« indigénisation » (terme employé par Poutine) : en 1992, à Lviv, des écoles russophones ont été fermées contre le souhait des parents. Il y a bien une coupure entre (au moins) deux espaces, deux sociétés, deux histoires, deux imaginaires en Ukraine. Cette coupure a été réveillée et consolidée à la faveur de l'indépendance. En Crimée, dans la foulée du référendum, se constitue en 1991 le RDK (Republican Movement of Crimea) qui entend lutter contre le « nationalisme » ukrainien, contre le « fascisme » ukrainien, et militer pour l'indépendance de la Crimée. Dès 1995, l'historien norvégien Paul Kolstoe avait pris acte de cette évolution divergente : « Western and Eastern Ukraine were drifting apart, ethnically and linguistically, with the west becoming ever less Russians and the east ever more so ».

Tout se passe comme si Poutine pensait que cette complexité n'était pas gérable par l'Ukraine et qu'il lui fallait la tutelle de la Russie. Et c'est au nom de ces « liens » indestructibles qu'il va lancer une « opération spéciale » contre son propre peuple, puisque, pour lui, la Russie et l'Ukraine forment « un seul peuple ». Le mot « guerre » est par conséquent inapproprié, selon lui. Évoquant la « barrière » artificiellement établie (selon lui) par les Occidentaux entre les deux pays, il déclare, menaçant : « Nous ne l'accepterons jamais ».[115] Outre les buts de guerre économiques et géopolitiques de cette guerre, il y a lieu de prendre en compte l'incapacité cognitive de Poutine et de bien des Russes à regarder l'Ukraine comme un pays indépendant sur le plan culturel et historique. Il faut dire aussi que les populations russes et ukrainiennes ont été mélangées. Une caractéristique structurante de ce pays qu'on ne saurait négliger est que les Russophones représentent 22 % de la population ukrainienne et se trouvent à l'Est.[116] Plus de 20 % des citoyens ont un lien familial avec des Ukrainiens. Dans son

[114] Paul Kolstoe, *Russians. In the former soviet republics,* Indiana University Press, 1995, p. 173.

[115] « Inévitablement, le moment est venu où le concept de « l'Ukraine n'est pas la Russie » n'était pas suffisant. Il a fallu « l'anti-Russie », ce que nous n'accepterons jamais. »

[116] Paul Kolstoe précise que 4 millions d'Ukrainiens ont abandonné leur langue natale au profit du russe.

dernier livre, l'opposant Vladimir Fédorovski, influent diplomate sous Gorbatchev, rappelle que sa mère était russe et son père était un héros ukrainien de la Deuxième Guerre mondiale. L'écrivain rappelle la profondeur du sentiment anti-occidental chez les Russes depuis la chute de l'URSS : « L'opinion publique russe reste encore persuadée aujourd'hui que l'Occident ne voulait pas tuer le communisme mais la Russie. » [117]

Cet imaginaire collectif doit être pris en compte si l'on veut analyser la politique de Poutine. Il fait fond sur cette doxa populaire lorsqu'il accrédite l'idée que « les pays occidentaux », depuis 2014, ne seraient intervenus dans les affaires intérieures de l'Ukraine que parce qu'ils auraient été atteints d'une « russophobie ouverte et agressive ». Dans cette logique paranoïde, toute aide de l'Occident à l'Ukraine ne peut que servir le « projet anti-Russie ». C'est par cette diabolisation de l'Occident qu'il en arrive à proposer un miroir inversé où l'Ukraine apparaît en « pays agresseur » et la Russie en pays victime. En évoquant l'action ukrainienne dans le Donbass (lui imputant le non-respect des accords de Minsk),[118] Poutine dénonce l'exploitation que fait l'Ukraine de son image de « victime d'agression extérieure » et de sa politique qui viserait à « marchander de la russophobie ».

Ce texte prépare les opinions à la guerre en offrant, par le détour de l'histoire, une légitimité à l'agression du « pays agresseur » : l'Ukraine ne s'appartenant plus de par sa « position d'otage volontaire de la géopolitique d'autrui » (il parle aussi de « protectorat »), la mission historique de la Russie est de la « libérer » pour la rendre à elle-même, pour lui permettre de recouvrer sa « souveraineté » en réintégrant la trinité protectrice et bienveillante

117 Vladimir Fédorovski, *Poutine, l'Ukraine. Les faces cachées,* Balland, 2022, p. 15.

118 Au début de l'année 2014, des affrontements violents ont lieu dans la région russophone du Donbass. Ils opposent les forces séparatistes soutenues par la Russie et les forces qui restent loyales au gouvernement ukrainien. Dans cette dynamique guerrière, la Russie annexe la Crimée (février 2014 – mars 2014). Un cessez-le-feu est signé le 5 septembre 2014 à Minsk, capitale de la Biélorussie. Mais les combats reprennent en décembre. Un nouveau sommet a lieu présidé par la France et l'Allemagne. De nouveaux accords (« Minsk II ») sont signés le 12 février 2015, mais ils ne seront pas davantage respectés. Les Ukrainiens considèrent qu'ils sont trop favorables à la Russie.

dont la légitimité et la nécessité seraient certifiées par l'histoire. Comme le dit l'historien Hamit Bozarslan, Poutine s'est « enfermé dans une lecture où le présent s'avère enfin propice pour projeter un passé imaginaire sur l'avenir ».[119] Cette guerre serait donc une revanche sur l'histoire. Ce qui est en jeu, c'est la volonté de rayer l'épisode gorbabtchevien (Mickhaïl Gorbatchev qui était prêt à intégrer la Russie dans l'OTAN) et de dépasser le « désastre »[120] de l'effondrement de l'empire soviétique qui a conduit la Russie à n'être plus, comme l'a dit Barack Obama, qu'« une superpuissance régionale » dont le PIB représente en 2013 10 % de celui de l'Union européenne ou de la Chine. N'oublions pas que Poutine a tenté de reconstituer une partie de l'influence géostratégique russe en créant l'Union économique eurasiatique (2010) dont l'Ukraine devait être le maillon fort. Mais en 2013, les discussions autour du projet d'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne représentent une menace pour la stratégie du Kremlin. Un an après, en février 2014, la Crimée est annexée. Et le 11 juin 2014 des chars russes transgressent et franchissent la frontière ukrainienne.

C'est cette vision paranoïde du monde, alimentée par une lecture mystique de l'histoire, qui conduit à considérer qu'une Ukraine indépendante ne pourrait être qu'une « tête de pont tournée contre la Russie », pour reprendre les mots de Poutine, c'est-à-dire un danger. L'incroyable et paradoxal axiome de Poutine pourrait être le suivant : être pour l'Ukraine, c'est être contre la Russie ; et c'est pourquoi la Russie s'attribue le droit de faire la guerre à son peuple frère qui est devenu « l'ennemi ».[121] Au nom de l'histoire ?

Le discours de Poutine procède d'une double inversion et d'une double aporie :

119 Hamit Bozarslan, *Ukraine. Le double aveuglement,* Paris, CNRS éditions, 2023, p. 76.

120 Poutine a souvent dit que la mort de l'Union soviétique était « le plus grand désastre de l'histoire de la Russie ». Il a également déploré le non-soutien occidental à la Russie post-communiste.

121 Voici, par exemple, un communiqué officiel russe du 466e jour de l'invasion (4 juin 2023) : « Le matin du 4 juin, l'ennemi a lancé une offensive de grande envergure. » Reconnaître un « ennemi », c'est admettre qu'il y a guerre ; c'est la fin du mythe de l'« opération spéciale ».

- pays à protéger, dont il faudrait préserver la souveraineté, l'Ukraine devient le pays à soumettre, à violenter, à détruire ;

- le régime ukrainien, accusé d'être « fasciste » et « nazi » est censé être sauvé par le régime qui incarne l'idéologie dénoncée chez l'autre.

Mais qui est fasciste ? Et qu'est-ce que le fascisme ? Vladmir Poutine a oublié de se référer à l'Académie des sciences de Russie. En effet, le président Boris Eltsine avait demandé à l'Académie des sciences de définir le fascisme. En 1995, cette définition est livrée :

> « Le fascisme est une idéologie et une pratique qui affirment la supériorité et l'exclusivité d'une nation ou d'une race particulière et qui visent à inciter à l'intolérance ethnique, à justifier la discrimination à l'encontre des membres d'autres peuples, à nier la démocratie, à établir le culte du leader national, à utiliser la violence et la terreur pour supprimer les opposants politiques et toute forme de dissidence, à justifier la guerre comme moyen de résoudre les conflits interétatiques. »

Cette définition ne permet-elle pas de caractériser à la fois l'autocratisme russe actuel (qui ne connaît que des « sujets » et pas des « citoyens »), et la politique que l'État russe mène contre l'Ukraine ?[122] Pour sûr, le nationalisme ethniciste en Russie n'est pas marginal et ne se limite pas aux groupes d'extrême droite : il est porté par une force profonde qui structure une identité collective depuis des siècles[123] autour du mythe métahistorique de la « Grande Russie ». L'historien Timothy Garton Ash se souvient d'une visite à Saint-Pétersbourg au début de l'année 1994, au cours de laquelle il a rencontré Vladimir Poutine, qui n'avait alors que des responsabilités municipales. Poutine lui expliqua que la Fédération de Russie devait réaffirmer sa présence dans les « territoires qui, historiquement, ont toujours appartenu à la Russie », comme la Crimée, et retrouver son autorité sur les Russes vivant en dehors de ses frontières. Il estimait que le monde devrait réapprendre à considérer le « peuple russe comme une grande nation » : « Putin's post-imperial yearnings were already clear when I met him in 1994, well before the first eastward enlargement of NATO in 1999. »[124]

Ce poids de l'histoire et cette persistance du mythe grand-russe ont fait obstacle au processus d'intégration dans la société et dans les pratiques politiques des valeurs de l'humanisme démocratique qui sont au fronton des institutions européennes. Un patrimoine axiologique qui devait constituer le rempart le plus sûr contre le retour du « continent des ténèbres. » [125] Alors qu'à l'Ouest de l'Europe on veut « décoloniser » l'histoire, à l'Est on instrumentalise l'histoire pour conduire une « guerre coloniale. »[126]

Et en même temps, l'Ukraine s'est engagée depuis le début des années 2000 dans une relecture de l'histoire qui s'apparente à une « entreprise de blanchiment de l'OUN/UPA et des périodes les plus noires de l'histoire ukrainienne. »[127] L'attaque de la Russie n'a fait que cristalliser un rapport à l'histoire guidé moins par le souci de vérité que par la volonté politique de construire un récit mémoriel qui corresponde à son statut de victime. La dé-soviétisation du patrimoine s'est transformée en opération de dé-russification. C'est désormais le buste d'Alexandre Pouchkine que l'on déboulonne, comme dans la ville d'Uzhhorod en avril 2002, et ce sont les bibliothèques publiques que le gouvernement veut « épurer ». Car cette guerre est aussi une guerre culturelle. En 2023 et 2024, des vols d'œuvres originales de Pouchkine ont été commis à Paris, en Suisse, en Lituanie, en Pologne.

122 Marlène Laruelle, *Is Russia Fascist,* Ithaca, Cornell University Press, 2021.

123 Marlène Laruelle, *Russian Nationalism. Imaginaries, Doctrines, and Political Battlefields,* Routledge, 2018.

124 Timothy Garton Ash, *Homelands : A Personal History of Europe,* New York, Vintage, 2023.

125 Mark Mazower, *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au XX^e siècle,* Paris/Bruxelles, IHTP-CNRS/Complexe, coll. « Histoire du temps présent », 2005.

126 Michel Foucher, *Ukraine. Une guerre coloniale,* Paris, éditions de l'Aube, 2022.

127 Delphine Bechtel, « Mensonges et légitimation dans la construction nationale en Ukraine (2005-2010) », *Écrire l'histoire* [En ligne], 10 | 2012, mis en ligne le 18 décembre 2015, consulté le 10 décembre 2023. URL : http://journals.openedition.org/elh/199.

La prétention de l'Ukraine à intégrer l'Union européenne sera aussi à apprécier en fonction de sa capacité à accepter un regard critique sur sa propre histoire et à comprendre que « l'humanisme s'est lié au développement de la rationalité critique, voire autocritique. »[128] Car comme aimait à le dire Denis de Rougemont, la culture européenne est naturellement « pluraliste, profane, critique, personnaliste, favorisant l'invention, l'innovation et l'originalité, même subversives. »[129]

128 Edgar Morin, *Culture et barbarie européennes,* Paris, éditions de l'Aube, 2012, p. 37.

129 Denis de Rougemont, « Originalité de la culture européenne comparée aux autres cultures », conférence du 17 novembre 1959. Source : Archives du Centre européen de la Culture, Genève. CEC 119. Boîte II-I-45

La Fondation a été créée en 1978 par Jean Monnet, concepteur et premier président de la première Communauté européenne (charbon-acier) et premier citoyen d'honneur de l'Europe, qui lui a confié l'ensemble de ses archives. Institution indépendante d'utilité publique, non-partisane et non-militante, elle bénéficie du soutien de l'État de Vaud, de la Confédération suisse et de la Ville de Lausanne. Elle déploie ses activités depuis la Ferme de Dorigny, située au cœur du campus de l'Université de Lausanne, son principal partenaire.

Elle conserve aujourd'hui de nombreux autres fonds d'archives privés qu'elle met en valeur, notamment ceux de Robert Marjolin et les papiers européens de Robert Schuman et de Jacques Delors, ainsi que des documents iconographiques et audiovisuels. Elle abrite une bibliothèque spécialisée et un centre de documentation européenne. Elle recueille les témoignages d'acteurs et témoins dans le cadre de ses programmes d'interviews filmées. Elle met ainsi à disposition des utilisateurs, notamment des chercheurs, un ensemble cohérent de ressources documentaires sur les origines et les développements de la construction européenne et les relations Suisse – Europe. Son portail des archives est disponible sur Internet depuis 2022, à l'adresse https://archives.jean-monnet.ch. La Fondation attribue chaque année sa Bourse Henri Rieben à plusieurs doctorants avancés.

À la faveur du rayonnement de ce patrimoine et de la collaboration entre Jean Monnet et le professeur Henri Rieben qui présida la Fondation jusqu'en 2005, la Fondation est devenue un carrefour européen et un lieu incontournable de rencontre, de débats et de réflexion sur de grands enjeux d'actualité européenne. Elle organise régulièrement des conférences, des dialogues européens et des colloques internationaux, nouant des partenariats avec des institutions de grande renommée. Elle décerne périodiquement sa Médaille d'or à des personnalités politiques de premier plan ayant œuvré à l'intérêt commun des Européens ; parmi ses lauréats on compte José Manuel Barroso, Emilio Colombo, Mario Draghi, Valéry Giscard d'Estaing, Jean-Claude Juncker, Helmut Kohl, Romano Prodi, Helmut Schmidt, Martin Schulz, Javier Solana et Herman Van Rompuy. Elle accueille aussi de nombreux visiteurs et des chercheurs qu'elle assiste dans leurs travaux, en plus de contribuer à la formation des étudiants. Grâce à un soutien cantonal vaudois, la Fondation a lancé en 2016 une nouvelle activité comme « laboratoire d'idées » autour du travail d'un groupe d'experts, se penchant actuellement sur des enjeux de la société 4.0.

Une mission éditoriale vient compléter l'éventail de ses activités, avec la collection des Cahiers rouges créée par Henri Rieben en 1957, qui compte à ce jour 219 ouvrages. En 2014, une nouvelle série de publications en libre accès, la Collection débats et documents, a été lancée. Ces publications tendent à valoriser le patrimoine documentaire de la Fondation, ses événements publics, ou encore l'expertise de ses membres et partenaires.

Chaque année se réunit l'assemblée générale du Conseil de la Fondation qui se compose de plus de 600 membres, venus de tous horizons, ainsi que son Comité scientifique. Pat Cox, ancien président du Parlement européen et du Mouvement européen international, préside la Fondation et son Conseil exécutif depuis le 1er janvier 2015. Ses prédécesseurs sont José María Gil-Robles (2009-2014), ancien président du Parlement européen et du Mouvement européen international ; Bronisław Geremek (2006-2008), député au Parlement européen et ancien ministre des Affaires étrangères de Pologne ; et Henri Rieben (1978-2005), professeur à l'Université de Lausanne. La Fondation est dirigée depuis 2012 par Gilles Grin, docteur en relations internationales, par ailleurs chargé de cours à l'Université de Lausanne.

Numéros déjà parus dans la Collection

2014

Ferry, Jean-Marc. *Les voies de la relance européenne*. Numéro 1, avril 2014, 51 pp.

Grin, Gilles. *Méthode communautaire et fédéralisme : le legs de Jean Monnet à travers ses archives*. Numéro 2, septembre 2014, 27 pp.

2015

Cox, Pat. *De la crise économique à une crise politique dans l'Union européenne ?* Numéro 3, septembre 2015, 59 pp.

Cox, Pat. *From Economic Crisis to Political Crisis in the European Union ?* Issue 3, September 2015, 55 pp.

Gil-Robles, José María. *L'investiture de la Commission européenne : vers un gouvernement parlementaire pour l'Union européenne*. Numéro 4, décembre 2015, 43 pp.

2016

Dehousse, Renaud. *Quelle union politique en Europe ? Entretien réalisé par Hervé Bribosia*. Numéro 5, mai 2016, 51 pp.

Cox, Pat. *Europe after Brexit*. Issue 6, July 2016, 27 pp.

2017

Grin, Gilles. *Shaping Europe : The Path to European Integration according to Jean Monnet*. Issue 7, March 2017, 34 pp.

Martenet, Vincent. *Un pacte pour réformer et refonder l'Union européenne*. Numéro 8, mars 2017, 54 pp.

2018

Cox, Pat ; Oliva, Patrick ; Kaufmann, Vincent ; Lundsgaard-Hansen, Niklaus ; Audikana, Ander ; Huberts, Leo. *Mobilité durable : un appel aux décideurs européens*. Numéro 9, mars 2018, 37 pp.

Cox, Pat ; Oliva, Patrick ; Kaufmann, Vincent ; Lundsgaard-Hansen, Niklaus ; Audikana, Ander ; Huberts, Leo. *Sustainable Mobility : An Appeal to European Decision-Makers*. Issue 9, March 2018, 37 pp.

Fontaine, Pascal. *La méthode communautaire : entretien réalisé par Chantal Tauxe*. Numéro 10, novembre 2018, 28 pp.

Cox, Pat. *A European Parliament Election of Consequence*. Issue 11, December 2018, 15 pp.

2019

Mayne, Richard ; Hackett, Clifford P. *The Father of Europe : The Life and Times of Jean Monnet*. Issue 12, March 2019, 248 pp.

Cox, Pat. *Brexit : et maintenant ?* Numéro 13, juillet 2019, 29 pp.

2020

Grin, Gilles ; Nicod, Françoise ; Paul, Eva (eds.). *Europe in the World – L'Europe dans le monde*. Issue 14, February 2020, 129 pp.

Preziosa, Pasquale ; Velo, Dario. *La défense de l'Europe : la nouvelle défense européenne face aux grands défis européens*. Numéro 15, février 2020, 90 pp.

Paul, Eva ; Fanzy, Nathalie ; Folcque, Antoine ; Federmeyer, Mike. *Réinventer les comportements de mobilité. Les villes européennes et la mobilité durable : études de cas*. Numéro 16, mars 2020, 52 pp.

Paul, Eva ; Fanzy, Nathalie ; Folcque, Antoine ; Federmeyer, Mike. *Changing Mobility Behaviour. European Cities and Sustainable Mobility : A Study Case*. Issue 16, March 2020, 52 pp.

Zwahlen, Jean. *Multilatéralisme : crises et perspectives*. Numéro 17, juillet 2020, 53 pp.

Grin, Gilles. *Suisse – Europe : une perspective historique*. Numéro 18, septembre 2020, 77 pp.

Nell, Philippe G. *Strategy with China : Swiss Cooperation or U.S. Confrontation ? The Successful Swiss Path with a Free Trade Agreement*. Issue 19, September 2020, 191 pp.

2021

Zwahlen, Jean. *La saga du Brexit : quelques pistes de réflexion pour l'Accord institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne*. Numéro 20, avril 2021, 31 pp.

Grin, Gilles. *Construction européenne : la révolution d'un continent*. Numéro 21, juin 2021, 181 pp.

Koncewicz, Tomasz Tadeusz. *L'État de droit supranational comme premier principe de l'espace public européen. Une union toujours plus étroite entre les peuples d'Europe mise à l'épreuve?* Numéro 22, octobre 2021, 92 pp.

2022

Velo, Dario ; Velo, Francesco. *Federalism or Centralism. Building the European Policy on Values*. Issue 23, January 2022, 100 pp.

Grin, Gilles. *European Integration : A Continent in Revolution*. Issue 24, April 2022, 177 pp.

Schwok, René. *Accord institutionnel : retour sur un échec*. Numéro 25, mai 2022, 66 pp.

Paul, Eva ; Demierre, Pablo (eds). *Smart à tout prix? Défis de la numérisation au temps de la Covid-19*. Numéro 26, septembre 2022, 45 pp.

Paul, Eva ; Demierre, Pablo (eds). *Smart at Any Cost? The Challenges of Digitalisation in the Time of Covid-19*. Issue 26, September 2022, 42 pp.

2023

Cox, Pat. *EU Enlargement and Ukraine*. Issue 27, March 2023, 18 pp.

Zwahlen, Jean. *Le multilatéralisme à l'épreuve*. Numéro 28, mai 2023, 53 pp.

Cox, Pat. *Europe and the Challenges of the Multipolar World – What Place in the New World Order?* Issue 29, July 2023, 12 pp.

Grin, Gilles. *Train de nuit pour Kyiv*. Numéro 30, octobre 2023, 36 pp.

Reiterer, Michael. *The European Union in Asia and the Indo-Pacific : international cooperation in the era of great transformation and mounting security challenges*. Issue 31, December 2023, 80 pp.

2024

Grin, Gilles. *The Swiss and the EU Constitutional Orders Compared*. Issue 32, January 2024, 17 pp.

Fondation Jean Monnet pour l'Europe. *Deux présidents visitent la Fondation Jean Monnet pour l'Europe : Emmanuel Macron et Alain Berset, 16 novembre 2023*. Numéro 33, février 2024, 59 pp.

Cet essai se présente comme une lecture critique de l'article de Vladimir Poutine « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens » (12 juillet 2021). Il propose de montrer comment le pouvoir russe instrumentalise et falsifie l'histoire pour justifier la guerre contre l'Ukraine, en niant l'existence d'une histoire et d'une identité propre à ce pays. Mais pour Robert Belot, ce « dénialisme » s'inscrit dans une tendance lourde de l'imaginaire russe, de Pierre le Grand à Poutine en passant par Staline.

Robert Belot est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Saint-Étienne et titulaire d'une chaire Jean Monnet, docteur de l'École des hautes études en sciences sociales (Paris) et habilité à diriger des recherches à Sciences Po Paris.

With the support of the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Cover: alain kissling / atelierk.org
Inner layout: atelier Kinkin / kinkin.ch

Fondation Jean Monnet pour l'Europe
Ferme de Dorigny
CH - 1015 Lausanne
www.jean-monnet.ch

ISSN 2296-7710